

*l'Anti*capitaliste

N°170 | Octobre 2025 | 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



POUR LA CAUSE ANIMALE



L'AIDE HUMANITAIRE À GAZA,
LE NOUVEL OUTIL COLONIAL

LUTTES EN FRANCE :
DANS L'ŒIL DU CYCLONE

ZIED ET BOUNA :
20 ANS DE MEURTRES DE LA POLICE

EDITORIAL

Comité de rédaction. Contre les vents mauvais : aller de l'avant **3**

PREMIER PLAN

Raphaël Greggan et Koldo Mendi. Dans l'œil du cyclone **4**

Thierry Labica. Notes sur la poussée historique de l'extrême droite en Grande-Bretagne **6**

Commission nationale écologie. Climat, biodiversité : Urgence absolue ! **12**

Saralaska. L'aide humanitaire à Gaza : le nouvel outil colonial **14**

DOSSIER

Commission cause animale. Solidarité avec les animaux : de la morale à la politique **19**

Commission nationale écologie. Sur la consommation de viande et l'élevage paysan **22**

Commission cause animale. Les abattoirs, une filière meurtrière à abolir **24**

Phaëbé Mendes. Sortir l'antispécisme des marges **26**

Interview de F. Dellerie et M. Millat. Antispécistes contre l'extrême-droite ? **29**

HISTOIRE

Hafiza b. Kreje, Zyed, Bouna, Théo et Adama : nos morts et nos luttes **33**

FOCUS

Hafiza b. Kreje et Johnny Alençon. Organiser la résistance à l'extrême droite **36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>.

Couverture : © Photothèque Rouge et Wikipedia Commons.



Rassemblement et manifestation pour le 17 octobre 1961 à Strasbourg, 17 octobre 2025 © Photothèque Rouge / Alexandre.

NPA

l'Anticapitaliste

S'ABONNER

PAR CHÈQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir — 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard	6 mois	1 an
Revue mensuelle	22 euros	44 euros
Revue + Hebdo	50 euros	100 euros
Tarif jeunes/chômeurs précaires		
Revue mensuelle	18 euros	36 euros
Revue + Hebdo	38 euros	76 euros

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

En complétant et retournant la formule publiée dans
l'hebdomadaire et également disponible sur :
<https://lanticapitaliste.org/abonnement>

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA-L'Anticapitaliste

Comité de rédaction

Fabienne Dolet, Raphaël Greggan, Pechi Guevara, Thierry Labica, Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache, Hélène Marra, Koldo Mendi, Camille Nashorn, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction

contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction

Raphaël Greggan

Diffusion

diffusion.presse@npa2009.org

Administration

01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire

0519 P 11509

Numéro ISSN

2269-370X

Société éditrice

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage

3 000 exemplaires

Maquette et impression

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Contre les vents mauvais : aller de l'avant

COMITÉ DE RÉDACTION

Les politiques réactionnaires et d'extrême droite semblent s'imposer sur tout le globe. Dans le même temps, les révoltes massives de la GenZ apportent un souffle nouveau et la confiance dans notre camp social pour reprendre la main. Cela passe nécessairement par des mobilisations massives et déterminées pour en finir avec le capitalisme.

La marche du monde donne le sentiment de flotter au gré du vent. Au États-Unis, Trump impose sa politique, appuyant un *shutdown*¹ de plus de 40 jours, dont une des conséquences est de ne pas payer ni les fonctionnaires, ni, entre autres, les aides alimentaires (touchées par 1 état-sunien-ne sur 8) et clouant au sol près de 2700 avions, par manque de contrôleurs aériens. Il n'est pas le seul en jeu sur la scène mondiale. En Palestine, l'armée israélienne a violé 200 fois le cessez-le-feu du 10 octobre, tuant plus de 240 gazaoui-es. Le génocide continue, même si, pour l'instant, la guerre totale semble avoir pris une autre forme (lire l'article de Saralaska, p. 14). En Angleterre, plus de 100 000 personnes ont manifesté contre les migrants le 13 septembre (lire l'article de Thierry Labica, p. 6). Aux Pays-Bas, l'extrême droite perd de peu les élections législatives, laissant le gouvernement à une coalition de centre gauche précaire. Face à cette offensive réactionnaire, des mobilisations massives explosent au Maroc, à Madagascar ou au Népal contre le chômage, la corruption et pour la liberté d'expression. La France est traversée par les mêmes vents contradictoires (lire l'article de Raphaël Greggan et Koldo Mendi p. 4), dont l'issue est incertaine.

REPRENDRE LE GOUVERNAIL EN MAIN

Il est possible d'agir face à cette déferlante. La crise politique que nous traversons est la conséquence directe des crises économique, sociale et écologique mondiale, mais notre camp social a la possibilité de tout changer. Hors des pays impérialistes occidentaux, la jeunesse de la GenZ² se mobilise contre les politiques austéritaires et liberticides,

alors qu'elle n'a jamais connu de victoire majeure. Les mobilisations de septembre et début octobre en France ont montré que notre camp social est capable d'initiatives pour se défendre et affirmer son refus des politiques néolibérales. De notre côté, nous sommes partie prenante de ces initiatives et soutenons l'unité des organisations du mouvement social. Dans ce cadre, nous appelons à une journée de manifestation unitaire le 29 novembre en solidarité contre le génocide en Palestine. Nous soutenons l'appel intersyndical à la grève du 2 décembre. Bref, nous reprenons la rue pour aller plus loin et faire vaciller le gouvernement et le patronat. Cela passera par des grèves massives inscrites dans la durée. C'est à cela que nous nous préparons dès maintenant, dans tous les cadres où nous intervenons.

DISCUTER, ARGUMENTER ET AGIR

Le NPA seul n'a pas toutes les clés en main. Nous avançons et discutons de nos propositions largement. Lors de notre 6^e congrès, nous avons voté majoritairement des motions antispécistes. Nous ouvrons ce débat dans le dossier de ce numéro (lire les articles de la commission cause animale, de la commission nationale écologie et de Phœbé Mendes pp. 19-28). Nous restons résolument opposés à l'extrême droite, cet élément fait partie de tous nos combats, y compris dans celui de la cause animale (lire l'entretien croisé entre Florence Dellerie et Mathilde Millat p. 29). Nous ne nous contentons pas d'une opposition verbale, mais nous luttons pied à pied contre toutes leurs apparitions (lire l'article de Hafiza b. Kreje et Johnny Alençon, p. 36). Le combat contre le

fascisme est au cœur de notre politique et nous appelons à l'unité, dans la rue et dans les urnes, de l'ensemble des organisations de gauche pour lutter contre ce péril mortel. Cependant, dans cette bataille, l'État n'est pas neutre. Comme le constate Michel Frost³, rapporteur spécial de l'ONU sur les défenseurs de l'environnement, « la violence policière, c'est quelque chose qui est un peu unique en France [...] qui pose de vraies questions de contrôle par les hiérarchies du comportement des gendarmes et des autres membres des forces de l'ordre ». Dans ce numéro, nous revenons sur 20 ans de violences policières depuis le meurtre de Zyed et Bouna (lire l'article de Hafiza b. Kreje, p. 33). Convaincu-es de la centralité de l'antiracisme dans la période, nous avons lancé une campagne sur ce sujet dans laquelle nous déclinons notre analyse matérialiste du racisme d'État et contribuons ainsi à notre hauteur aux mobilisations menées par les organisations antiracistes pour en finir avec la police.

C'est ainsi que nous œuvrons à la mise en branle de l'ensemble de notre camp social pour renverser la vapeur pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Ce n'est pas une tâche simple, mais elle est indispensable à la réussite de nos combats. □

1) Aux États-Unis, le shutdown se produit lorsque le Sénat et la Chambre des représentants ne votent pas le budget annuel. La conséquence est l'arrêt immédiat du paiement des fonctionnaires et des aides fédérales, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé.

2) La génération Z (GenZ) est la génération née entre 1997 et 2012.

3) Jérôme Hourdeau, Sainte-Soline : « le résultat d'une stratégie délibérée de maintien de l'ordre ». *Médiapart*, 8 novembre 2025.

Dans l'œil du cyclone

RAPHAËL GREGGAN ET KOLDO MENDI

La situation en France semble à l'arrêt. Après les manifestations et grèves des 10 et 18 septembre et du 2 octobre, la retraite anticipée de Bayrou et le volte-face de Lecornu (je m'en vais... ou pas), les mobilisations ralentissent. Les organisations syndicales et politiques sont en attente du budget. Le rythme de la rue est calqué sur celui du parlement, laissant un espace politique inespéré à l'extrême droite. Mais les choses peuvent changer rapidement. Nous devons nous y préparer.

L'analyse de la situation en France impose de comprendre l'évolution des rapports de force mondiaux. Si le point nodal de la situation mondiale se trouve en Palestine, il faut garder à l'esprit que Trump ne s'arrêtera pas au Proche-Orient. Il a annoncé sa volonté de reprendre les essais nucléaires interrompus pendant 30 ans, avec en ligne de mire la Russie et surtout la Chine. La course à la guerre se poursuit. Dans ce contexte, l'Allemagne cherche à devenir l'armée la plus puissante d'Europe et se lance dans des investissements sur plusieurs années à hauteur de 377 milliards d'euros pour des équipements militaires, dont la moitié destinés aux entreprises allemandes, de quoi relancer leur économie. Au passage, elle va commander pour 100 millions d'euros à Israël pour améliorer leurs drones militaires. Pour ne pas rester sur le bord de la route, Lecornu a promis de maintenir le budget de l'armée, à « seulement » 50,5 milliards d'euros pour 2025. Macron veut maintenir ce cap pour atteindre 64 milliards pour 2027.

QUI VA PAYER POUR ÇA ?

Dans ce cadre, Lecornu 2 annonce des suppressions de postes dans les services publics. Édouard Geffray, vieux *Blanquer-boy* qui rôde à Grenelle depuis 2019, nouvellement nommé ministre, prétend que les suppressions de 4 000 postes dans l'Éducation nationale correspondent à une baisse démographique. Il ajoute que si le gouvernement avait strictement suivi sa logique, « il aurait fallu supprimer 8 000 ou 9 000 postes ». Monsieur le Ministre,

qui scolarise ses enfants dans le privé, est donc trop bon avec nous, les gueux abonnés aux services publics.

Si la réforme des retraites est « suspendue », à terme, il faudra toujours 43 annuités pour prétendre à la retraite. Pour financer ce « manque à gagner », Lecornu s'attaque frontalement à la santé pour arriver à économiser 7,1 milliards d'euros, soit 2 milliards de plus que ce qu'envisageait Bayrou. Sans compter l'augmentation de la franchise à payer sur les médicaments, sur les transports médicalisés (ambulances...), l'augmentation du reste à payer sur les consultations médicales ainsi que sur les analyses de santé (radios, analyses biologiques...). Lecornu souhaite en finir avec un certain nombre de remboursements des affections longue durée (ALD), alors qu'il constate lui-même qu'un français sur 4 y aura droit d'ici 2035. Enfin, c'est une nouvelle année blanche pour les retraites et les prestations sociales. Ce qui fait mécaniquement diminuer le pouvoir d'achat, en période d'inflation. Voilà ce que contient le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) de Lecornu, voilà pourquoi nous y sommes fondamentalement opposés.

TEMPS COURTS, TEMPS LONGS

Lorsque Bayrou présente au début de l'été son projet de budget, la mobilisation ne s'est pas fait attendre : plus de 2 millions de signatures pour une pétition contre la loi Duplomb contre la réintroduction de pesticides, suivie par la manifestation du 10 septembre à l'appel de Bloquons tout. Puis, rapidement, appel à la grève

de l'intersyndicale le 18 septembre enchaînée par celle du 2 octobre. En parallèle, se développe une mobilisation des agricultrices et agriculteurs de la FNSEA, des pharmaciens... Même le patronat menaçait d'un meeting le 13 octobre (du jamais vu depuis 1982), créant une opposition entre le MEDEF et la CPME (deuxième syndicat patronal en France). Ce rythme effréné a imposé la retraite anticipée de Bayrou, sans calmer les ardeurs de la révolte.

La première nomination de Lecornu à Matignon n'a pas tenu une nuit devant la grogne de Bruno Retailleau, chef des Républicains, insatisfait de la répartition des postes ministériels. Au gouvernement le plus court de la 5^e République se succédait la période la plus longue sans gouvernement : une crise politique sans précédent, qui oblige la droite et le patronat à se taire et à rentrer dans le rang. Retailleau sera écarté du gouvernement Lecornu 2 tandis que d'autres ministres Républicains y restent. Le patronat annule son meeting et la prochaine date de mobilisation semble se caler sur les soubresauts du débat parlementaire.

Nous vivons un des éléments caractéristiques d'une crise politique : l'alternance entre des temps très courts de mobilisation, où tout semble possible, et des temps plus longs, où les partis institutionnels reprennent du poil de la bête. Il n'est pas surprenant que le RN ait réussi à faire passer à l'Assemblée nationale, le 30 octobre, la révocation de l'accord franco-algérien de 1969 sur le séjour et le travail des ressortissants algériens. Le retour de bâton est d'autant plus réactionnaire.

Cependant, la crise économique n'est pas finie. Le désaccord au sein du capitalisme français oppose un libéralisme pro-européen¹ et un État fort protectionniste et nationaliste pour maintenir, voire augmenter, le taux d'exploitation (allongement du temps de travail, baisse des salaires et des prestations sociales). Bref, le retour à l'ordre est précaire.

PLACE DE LA GAUCHE

Comme le rappelait François Sabado², la gauche « est le produit d'un compromis historique particulièrement instable, entre un socialisme ouvrier — au demeurant à l'époque plus proudhonien que marxiste — et le camp républicain, c'est-à-dire les secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui s'opposaient à l'Ancien Régime ». Cette contradiction est toujours à l'œuvre aujourd'hui et la ligne de fracture se place entre les organisations qui veulent augmenter la crise politique et celles qui souhaitent la réduire. Cependant l'unité d'action de notre camp social reste une nécessité impérieuse. D'abord et avant tout pour lutter contre l'extrême droite et le projet d'union des droites, qui apparaît comme le dernier rempart pour maintenir les Républicains à flot. Mais aussi, et surtout, parce que c'est la mobilisation de notre camp qui permet l'augmentation rapide et massive du niveau de conscience, c'est à dire le basculement de plus en plus d'opprimés et d'exploités en faveur de l'approfondissement de

la crise, pour arriver au point où « *ceux d'en bas* » ne veulent plus et [où] « *ceux d'en haut* » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher ». ³ Cela suppose dans un premier temps des accords avec tous les partis (y compris le PS), et une intersyndicale large (y compris avec la CFDT) localement et nationalement, pour agir. Cela implique que nous saisissons toutes les occasions pour la mobilisation et pour la grève.

C'est ce que nous entendons par l'expression de front unique ouvrier.

Notre tâche est donc de préparer les temps courts, mais é g a l e m e n t d'anticiper les temps longs institutionnels.

Les capitalistes n'ont pas encore épuisé

tous les ressorts institutionnels de la 5^e République. Une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale est possible. Un pacte de non-agression au centre (du PS à Édouard Philippe, pour le dire vite) peut être trouvé pour l'élection présidentielle de 2027, empêchant le retour du Nouveau front populaire et l'union des droites. Dans ce cadre, nous défendrons l'unité de la gauche radicale, notamment avec LFI, dans des activités intra et extra-parlementaires. Mais le pire n'est jamais certain

et nous œuvrons aujourd'hui à l'unification de l'ensemble de la gauche pour l'action.

Les rythmes actuels sont calqués sur le temps parlementaire. Nous suivons les débats de l'Assemblée nationale. Mais au fur et à mesure que le PLFSS se précise, que les amendements sont adoptés (défiscalisation totale des heures supplémentaires) ou rejetés (taxe Zucman), le vote global majoritaire

semble compromis. Nous préparons les prochaines grèves, à tous les niveaux.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES, QUESTIONS POLITIQUES

Les combats essentiels ne portent pas uniquement sur des questions économiques. La Palestine est un point clé de la situation mondiale. Non seulement parce que le génocide ne s'est pas arrêté avec le pseudo cessez-le-feu de Trump, mais aussi



Sébastien Lecornu à l'Assemblée nationale, 16 octobre 2025
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

parce que s'y jouent les rapports d'influence des puissances impérialistes du monde entier. L'État d'Israël s'arroge le droit de continuer à tuer des centaines de palestinien·nes. En même temps, le président étatsunien menace⁴ d'aller « tuer » les militant·es du Hamas « *s'ils continuent de tuer des gens* ». Aujourd'hui, encore plus qu'hier, toute notre solidarité va pour les palestinien·nes et nous participerons à la manifestation unitaire nationale du 29 novembre à Paris.

Dans ce contexte, l'Ukraine est une scène secondaire, mais importante, où se jouent aussi les rapports d'influence entre la Russie, l'Union européenne et l'OTAN. Cette guerre permet de justifier les investissements militaires et de préparer la population à un affrontement direct.

Enfin, face à l'offensive réactionnaire en France, nous défendons une ligne anti-raciste et contre les violences policières, car ces questions sont clés dans la société que l'on veut construire.

Il ne s'agit pas pour nous de nous « disperser », mais au contraire, de comprendre que dans la situation de crise que nous vivons, une question a priori mineure peut se transformer en un enjeu de mobilisation de masse. C'est précisément ce que nous cherchons à développer, par tous les moyens nécessaires. □

1) L'Union européenne représente, outre le marché commun de l'euro, une manne de subventions pour les agriculteurs. Elle permet également le maintien des pays dominants de l'Union sur la scène internationale, y compris par l'objectif de mise en place d'une armée européenne.

2) François Sabado, La gauche, une ambiguïté historique fondamentale. Critique Communiste n°176, juillet 2005.

3) Lénine, La maladie infantile du communisme, 1920.

4) Donald Trump sur son réseau Truth Social, le 16 octobre 2025.

Notes sur la poussée historique de l'extrême droite en Grande-Bretagne

THIERRY LABICA

Sur fond de faillite du bipartisme historique, de brutalisation sociale continue et après des années de racisme d'État et de complicité de génocide, diverses nuances de l'extrême droite britannique s'assurent désormais une audience de masse inédite, qui s'est cristallisée lors d'une manifestation à Londres qui a réuni 150 000 manifestants à Londres à l'appel d'un fasciste islamophobe déclaré. Intérêts fossiles, armement, évasion fiscale et israélisme : premiers repères pour comprendre cette évolution.

Le 13 septembre 2025, une manifestation appelée par une figure notoire de l'extrême droite fasciste anglaise, Tommy Robinson (Stephen Yaxley-Lennon, de son vrai nom) a réuni entre 110 000 et 150 000 personnes à Londres. Par son ampleur, sans précédent en Grande-Bretagne, cet événement marque un seuil de l'audience de l'extrême droite — ses thèmes et affects mobilisateurs — et de la résurgence fasciste d'échelle internationale.

Parmi les divers facteurs et temporalités à prendre en compte, on pense à la trajectoire historique d'une vingtaine d'années dans laquelle l'épisode s'inscrit et vient faire date : la focalisation raciste sur l'immigration doit peu aux représentants de l'extrême droite elle-même et beaucoup à la violence des discours politiques et médiatiques et à l'inflation législative toujours plus agressivement « hostile »¹ qui s'en est autorisée depuis environ quinze années. Autant préciser d'emblée qu'en la matière, les responsabilités travaillistes à partir de la fin des années 2000 sont immenses. On pense ensuite à la conjoncture politique, nationale et internationale, dont la manifestation du 13 septembre est une cristallisation : crise profonde des forces du bipartisme historique (travaillistes et conservateurs), audience de la formation d'extrême droite *Reform UK* dirigée par Nigel Farage et Richard

Tice, et centralité de la question palestinienne et du génocide, sur fond de dégradation sociale ininterrompue.

Mais pour commencer, un aperçu du personnel réuni et de ses principaux thèmes — aussi prévisibles soient-ils — paraît nécessaire. On voudra ensuite attirer l'attention sur certaines, au moins, des conditions matérielles de l'événement ; les forces et les ressources qui en déterminent la possibilité, les figures, et qui en définissent le contenu et l'expression.

Placée sous la bannière de la « liberté d'expression », autrement dit, du bon sens pluraliste et démocratique, l'événement a réuni nombre de fractions de l'extrême droite britannique, mais également européenne, australienne, et américaine. Les participants ont pu entendre des interventions d'Elon Musk ou d'Éric Zemmour (accompagné de Jean Messiha), mais également Petr Bystron pour l'AFD², ou encore la figure de l'extrême droite chrétienne néerlandaise Eva Vlaardingbroek (un million de followers sur X, plus de 390 000 sur Instagram et présente sur *Foxnews*, *GBnews*, et les supports en ligne du parti d'extrême droite des Démocrates suédois, entre autres).

Étaient encore invités, le fondamentaliste chrétien pentecôtiste néo-zélandais Brian Tamaki, convaincu que la pandémie de 2020-22 ou que le cyclone Gabrielle étaient autant de punitions divines pour nos égarements

loin de Dieu, entre pornographie, droits des homosexuels et avortement ; l'israélo-australien Avi Yemini, ancien membre de l'armée israélienne, provocateur notoire qui lors d'une manifestation contre l'emprisonnement de Robinson en 2018, s'était déclaré « le plus fier juif nazi au monde », Ezra Levant, fondateur du site *Rebel News* et connu comme le « Steve Bannon canadien », ou la Britannique Katie Hopkins, régulièrement aperçue au côté de Robinson, un temps personnalité médiatique grand public familière pour qui les demandeurs d'asile, sont des « cafards » se répandant dans « nos villes [...], plaies purulentes infectées d'un grouillement de migrants et de demandeurs d'asile auxquels on jette des allocations comme des billets de monopoly ». D'autres personnages d'un genre comparable, venus d'Espagne, de Belgique, d'Irlande, ou du Danemark, ont été invités à proposer leur contribution.

RHÉTORIQUE LIBERTARIENNE RACISTE ET COMLOTISTE : MATRICE IDÉOLOGIQUE DE L'EXTRÊME DROITE

Tommy Robinson, à l'initiative de la manifestation du 13 septembre, est devenu le point de convergence de cette vaste mouvance ultra-conservatrice et fasciste nourrie d'un puissant imaginaire victimaire dont la martyrologie lui réserve désormais une place centrale. Loin d'avoir été disqualifié et

marginalisé par son passé de hooligan, de membre d'une organisation néonazie notoire (*British National Party* de 2004 à 2005) puis de fondateur d'une organisation ultra-nationaliste et islamophobe (*English Defence League*, EDL, de 2009 à 2013), Robinson est parvenu au statut d'incarnation exemplaire de victime du système. Personnage gouaillieur d'extraction modeste, abandonné par son père à l'âge de deux ans, il a vu sa riche carrière de délinquant récidiviste (entre exclusions des réseaux sociaux pour incitations à la haine et cinq séjours carcéraux pour fraude au passeport, entrave à la justice, agressions, détention de stupéfiants, fraude hypothécaire) se muer en titre de bravoure et de gloire face à la malfaisance à la fois oppressive et occulte d'un « système » dont il dévoilerait aujourd'hui les crimes.

Selon cette version des choses, le pouvoir réprimerait la liberté d'expression (« *free speech* ») afin d'empêcher que l'on dénonce son rôle dans le « grand remplacement », « l'immigration incontrôlée » et l'extinction de la « civilisation occidentale », « l'islamisation de nos sociétés » et la menace du « jihad » généralisé. Une vision cauchemardesque concentre l'horreur de cette logique exterminatrice secrète dont « nous » serions les victimes méprisées et ignorées : « *le viol de nos filles* » par des migrants accusés non seulement d'agressions sexuelles sur mineures, mais pire encore, d'organisation de réseaux (*grooming gangs*) d'exploitation sexuelle des mineures.

Il vaut la peine de s'arrêter, même trop brièvement, sur ce motif du « viol » (« *de nos filles* »). S'y retrouve, pour commencer, une ancienne panique face au mélange racial propagé par l'étranger non-blanc, sauvage et insatiable — plusieurs femmes, beaucoup d'enfants — incomplètement civilisé et, de fait, demeuré à un état de nature plus ou moins anémique et destructeur de nos normes. Ce personnage fantasmatique de l'imaginaire raciste le plus classique, proto-animal et présumé chroniquement en surnombre, migrerait pour venir *jouir* sans limite ni scrupule des largesses d'un État national-social auquel il n'aurait jamais contribué. Tandis que le brave et loyal contribuable accepte diverses privations (et doit se contenter de la promesse lointaine de jouissance que

lui fait miroiter une immense industrie pornographique, ce dès les premières pages de la presse quotidienne à grand tirage), le migrant profite, lui, se rend alors coupable de « l'effondrement civilisationnel » général.

Il est à noter que ni Robinson ni Musk, ni Zemmour, ni Bystron, ne parviennent à faire référence, ne serait-ce que de manière cosmétique et opportuniste, à ce que pourrait être une quelconque dimension sociale concrète du problème déplacé sur le terrain « civilisationnel ». On a typiquement affaire ici à un cas d'évitement et recodage fantasmatique d'une réalité effectivement terrible ; la négligence et la maltraitance systémiques de millions d'enfants au Royaume-Uni, subissant le plus souvent dans le silence de mots qu'ils n'ont pas, l'appauvrissement de toutes les structures de protection, de soins et de suivi³, et exposés à tout un répertoire d'abus et de violences sexuelles, continent sombre dont les organismes dédiés disent ne percevoir que la faible zone émergée⁴.

Cet imaginaire du « viol » (et toute sa charge sombre d'appétits réprimés) est ainsi celui d'une jouissance primitive à l'origine de l'effondrement « civilisationnel » auquel œuvre « le multiculturalisme ». Il va de soi qu'il reste — et doit rester — déconnecté de tout enjeu de domination masculine, de critique du patriarcat et des violences de genre pour être recodé *contre* la pensée féministe critique (les violences domestiques, sexuelles et sexistes — dont le viol —, les féminicides, la relégation socio-économique, ou la violence de la pauvreté infantile qui s'abat sur des millions de « *nos filles* » ne paraissent jamais devoir accéder ici au même rang de mobilisateur d'affects — et en vérité, ici n'existent pas, ou plus, au terme de ce qui porte les traits d'une reconfiguration érotique voyeuriste sadique qui

semble en outre présumer une certaine *fatalité* du viol en dernière instance).

Dans cette perspective, la gauche « multiculturaliste », les féministes et les antiracistes, dès lors qu'ils et elles remettent en cause l'autorité protectrice des pères, des frères et des époux (sur « *nos filles* »), et dès

« Placée sous la bannière

de la liberté d'expression,

la manifestation du 13

septembre a réuni nombre

de fractions de l'extrême

droite britannique, mais

également européenne,

australienne et

américaine. »

lors qu'elles et ils défendent les droits des migrants, se voient attribuer une responsabilité directe dans le « désastre social, moral et civilisationnel ». Ou, pour citer Robinson dans sa vidéo intitulée *The Rape of Britain : Part One* [le viol de la Grande-Bretagne : première partie] : « *Plus aucun pays dans le monde n'est pas sans savoir que notre gouvernement, nos*

services sociaux, et nos forces de police sacrifient une génération de nos filles aux mains [sic] de l'autel du multiculturalisme [...]; il y a encore des jeunes filles, dans chaque ville et chaque grande ville, qui nous sont enlevées, enlevées à leur mère, comme esclaves sexuelles aux mains de gangs islamiques ». Ce même motif se retrouve presque mot pour mot dans l'intervention de Petr Bystron, de l'AfD, et sa défense de « notre combat » européen « depuis 2000 ans » : « *Nous ne voulons pas que nos filles, nos sœurs, se fassent violer. Nous ne voulons pas que nos frères, nos amis, se fassent poignarder quand ils les défendent* ».

Elon Musk, en version écran géant, « clarifie » le problème de fond à sa manière : « *Ce que je vois, c'est la destruction de la Grande-Bretagne. D'abord une lente érosion, mais une érosion de la Grande-Bretagne qui s'aggrave rapidement avec une migration massive incontrôlée. Un échec du gouvernement*

à protéger les gens innocents, dont les enfants qui sont violés en réunion. C'est incroyable ».

Pour Musk, c'est « la gauche qui veut simplement empêcher le débat et mettre les gens en prison pour avoir pris la parole, comme [Robinson l'a] fait et avoir dit ce qu'ils pensaient. » Et outre le « gouvernement qui ne fait rien et tente de cacher ces crimes affreux », il y a la violence de la gauche, désignée comme responsable de l'assassinat de Charlie Kirk trois jours plus tôt aux États-Unis : « La gauche est le parti du meurtre et qui célèbre le meurtre. Pensez-y une minute. Voilà à qui nous avons affaire, ici. »

On comprend alors, si ça n'était pas assez clair, que c'est contre le « virus de l'esprit woke » [the woke mind virus] et sa logique de terreur « annulatrice » (pour « empêcher le débat et mettre les gens en prison ») qu'a été déployé l'étendard du « free speech », comme une parfaite évidence après plusieurs années de panique morale politico-médiatique anti-wokiste généralisée, et trois jours après l'assassinat de Charlie Kirk, attribué à ce même « parti du meurtre ».

En conclusion de cet échange, Musk confirme l'idée de Robinson selon laquelle la gauche serait la force occulte en capacité de contrôler les gouvernements, et d'organiser les migrations de masse dont elle tirerait ensuite des électeurs qu'elle serait par ailleurs incapable de réunir parmi les populations « authentiquement » nationales. « La gauche [parti du meurtre, donc] importe

des électeurs [...] des gens d'autres nations qui voteront pour eux [...] privant ainsi les citoyens de leur pouvoir démocratique. C'est vraiment un problème d'importation d'électeurs ».

On retrouve ici, à peu près terme pour terme, les imputations conspirationnistes classiquement antisémites – mais pour un adepte du salut nazi, la chose ne peut vraiment surprendre – dirigées par l'extrême droite hongroise contre George Soros en 2017 : Soros, le « financier juif » libéral qui œuvrerait à la dissolution des identités nationales en met-

tant sa fortune au service d'une vaste manipulation des migrants vers l'Europe. Ce même motif, toujours assorti de la référence rapide mais explicite à Georges Soros, est au cœur d'un long entretien proposé sur la chaîne d'extrême droite ardemment pro-israélienne GB News.

Rappelons que ce même imaginaire victimaire de « l'invasion » est celui qui avait animé l'auteur néo-nazi de la tuerie de la synagogue de Pittsburgh en octobre 2018 (onze morts). Pour le tueur, Robert Bowers, la Société hébraïque d'aide aux migrants (HIAS) était responsable

de l'arrivée de migrants d'Amérique centrale et de « musulmans maléfiques » [evil] ; cette société « aime faire venir des envahisseurs qui tuent les gens de chez nous. Je ne vais pas rester là à regarder les miens [my people] se faire massacrer ». Les justifications délirantes des tueries de masse perpétrées par Anders Brevik en Norvège en 2011 sur de jeunes militants de gauche (71 morts) et par Brenton Tarrant dans une mosquée en Nouvelle-Zélande en 2019 (51 morts), n'étaient pas différentes.

AUX ORIGINES DU RACISME ANGLAIS

On peut rester bref sur l'origine de ces figures et motifs rhétoriques. Ils ont une longue tradition dans l'histoire des paranoïas ethno-nationalistes. Mais ils ont surtout une histoire d'activation récente et incessante par les forces politiques du bipartisme britannique au cours des vingt dernières années. Sur ce registre, et comme on l'a déjà indiqué, la social-démocratie travailliste a laissé derrière elle un héritage uniformément toxique à partir des années 2000, entre validation des « justes préoccupations » du *British National Party* néonazi en matière d'attribution de logements sociaux et lexique de l'« envahissement » et de la « submersion » des écoles par les enfants de migrants et de demandeurs d'asile. Ce langage a été promu par des ministres (de l'intérieur, du travail) en exercice. En 2010, le programme électoral du labour consacrait une rubrique à « crime et immigration : renforcer nos territoires, protéger nos frontières » pour préparer « la prochaine étape du renouveau national ». En 2015, le merchandizing du congrès du parti proposait des tasses portant l'inscription : « Control on immigration : I'm voting labour ».

Ce catalogue interminable de surenchères nationalistes et racistes a atteint un nouveau seuil critique lorsque le Premier ministre travailliste depuis juin 2024, Sir Keir Starmer, sioniste inconditionnel et soutien assumé du génocide palestinien, s'empresse d'exprimer le premier hommage à l'idéologue raciste américain, Charlie Kirk. On note, en outre, que les condoléances de Starmer et de Kemi Badenoch (dirigeante de l'opposition conservatrice) se sont elles aussi focalisées sur la question de la « liberté d'expression » au nom de laquelle les propos ouvertement racistes, sexistes et les obscurantismes qui les inspirent, doivent avoir toute leur place dans le débat public (ce qui ne saurait valoir pour les dénonciations du génocide et la solidarité palestinienne, comme on a eu amplement l'occasion de le comprendre).

Au lendemain de la mort de Kirk, et à la veille de la manifestation pour la « liberté d'expression » appelée par Tommy Robinson, Badenoch déclarait : « Le meurtre de Charlie Kirk est un coup porté contre tout ce que représente la civilisation occidentale : débat



Manifestation à Aberdeen, le 6 septembre 2025 © Wikipedia Commons / Lucas Kendall, CC BY-SA 4.0.

ouvert, vigoureux et contestation pacifique ». Pour Boris Johnson, Kirk n'était rien moins qu'« un martyr lumineux de la liberté d'expression ».

Trois semaines plus tard, Badenoch annonçait le plan de fermeture des frontières « le plus dur que la Grande-Bretagne ait jamais vu », plan prévoyant la sortie de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et l'abrogation de la loi sur les droits humains (Human Rights Act de 1998).

De cette manière, outre-Manche, les diverses nuances d'extrême droite peuvent continuer de se contenter de poursuivre et de faire prospérer l'œuvre de formations politiques longtemps hégémoniques et à présent en proie l'une et l'autre à une crise de légitimité d'une gravité inédite. La dette est donc grande à l'égard du tandem *Labour-Tory*, son multirécidivisme législatif anti-étrangers, ses attaques contre les libertés publiques, sa panique morale « anti-woke », sa complicité et sa normalisation génocidaires.

Ce qui se retrouve parfaitement, entre autres, dans la médiocrité de ces propagandistes d'extrême droite. L'échange entre Robinson et Musk, les interventions de Zemmour ou Bystron ne présentent aucun charme rhétorique pas

même le moindre danger ne serait-ce que d'un quelconque charme rhétorique. En cela, le 13 septembre comporte la possibilité d'une jouissance dans une nullité dont l'imaginaire du « viol de nos filles et de nos sœurs » pourrait être une tentative de correction aussi sordide que désespérée. À ce stade, faut-il peut-être admettre, la brutalité rhétorique dépourvue de la moindre sophistication, de la moindre adresse, suffit en tant que manifestation du pur désir de recours à la force, tandis que les milices ICE trumpistes, l'exaltation fasciste de la puissance génocidaire israélienne, ou les émeutes et ratonnades géantes en Grande-Bretagne et maintenant en Irlande, montrent l'avenir.

TECH, FOSSILISME, ARMEMENT, ISRAËLISME ET LES RICHES HEURES DU NÉOFASCISME

La poussée de l'extrême droite britannique se manifeste de deux manières évidentes. La manifestation du 13 septembre en est une ; l'avance considérable acquise dans les sondages d'opinion par *Reform UK*, le parti anti-immigration de Nigel Farage, en est une autre. Entre Robinson et Farage se joue la fausse contradiction et la

vraie complémentarité qui peuvent exister entre un délinquant-martyr longtemps sans parti autre que sa propre marque en ligne, et un notable déterminé à s'inscrire dans un cadre institutionnel au sein duquel il peut prétendre incarner une relève majoritaire.

Le premier, Robinson, a obtenu le soutien de Musk, lui-même en rupture avec Trump, au détriment du second, le milliardaire ayant jugé Farage trop « faible » sur la question de l'immigration.

L'extrême droite officielle se distribue donc à présent entre *Reform UK* (Farage) et *Advance UK*, scission de *Reform UK* conduite par Ben Habib, rejoint par Robinson depuis août 2025. Mais à ce stade, leurs nuances peuvent être considérées comme mineures au regard de l'ampleur et de la continuité des forces désormais engagées dans le soutien à cette nouvelle configuration politique.

Robinson, dont l'audience et la fortune sont liées aux réseaux sociaux et à ses ventes de livres « manifestes », doit

à Musk d'avoir retrouvé sa « liberté d'expression » sur un nouveau compte X, propriété de Musk qu'il a en outre remercié pour la prise en charge de frais de justice (non confirmée par Musk lui-même).

Mais c'est à l'israélisme parmi des plus fanatiques que l'ancien néonazi britannique, reconverti en « *free speech martyr* », islamophobe frénétique et admirateur inconditionnel d'Israël (pour lequel il s'est déclaré prêt à se battre en cas de guerre), doit une grande part de sa prospérité.

Sa condamnation à treize mois de prison pour avoir filmé illégalement et posté sur facebook le procès de personnes musulmanes accusées d'agression sexuelle (d'où la bannière du « *free speech* » contre une justice woke acquise à « l'invasion migratoire »), a valu Robinson une campagne d'extrême droite internationale « *Free Tommy* » (relayée par de nombreux comptes russes ainsi que par Trump lui-même), avec l'appui de la droite pro-israélienne américaine. L'ultra-sioniste *Middle East Forum* (MEF) de Daniel Pipes a pris en charge les frais de justice et l'organisation de trois manifestations de soutien à Robinson pour un coût de 60 000 dollars.

L'Institut Gatestone, un think-tank pro-Israël, et le David Horowitz Freedom Center, organisme d'extrême droite qui se décrit comme une « *école de guerre politique* » contre « la cinquième colonne », ont publié des articles en défense de Robinson. En outre, le Gatestone Institute et le MEF bénéficient l'un et l'autre des largesses de Nina Rosenwald, co-présidente d'une firme de placements financiers (American Securities Management),

se revendiquant « *sioniste ardente* » et connu comme la « *maman-gâteau de la haine anti-musulmane* ».

Un peu plus tôt, le milliardaire de la tech (entreprise Cognex), Robert Shillman, donateur régulier d'institutions pro-israéliennes, avait fait embaucher Robinson par l'organisation d'extrême droite canadienne *Rebel Media* en 2017-2018, lui attribuant une bourse au montant annuel estimé aux environs de 85 000 dollars. Cette position était en outre assortie de trois postes d'assistant-es, chacun-es rémunéré-es à hauteur de 2 500 dollars par mois. Le patrimoine personnel de Robinson est estimé quelque part entre un et trois millions de livres sterling.

En octobre 2025, le verdict d'un nouveau procès a été repoussé suite à l'invitation officielle adressée à Robinson par le ministre israélien chargé de

la diaspora et président de la Knesset, Amichai Chikli. Les précédents de ce genre sont nombreux et l'on peut remonter ainsi jusqu'à 2003 et à l'accueil réservé par Ariel Sharon, alors Premier ministre, au néo-fasciste Gianfranco Fini, admirateur de Mussolini et du mur de l'apartheid alors en construction autour de la Cisjordanie. Toutefois, la venue d'un influenceur sans autre titre que celui d'ex-hooligan islamophobe déroge manifestement au decorum diplomatique autrefois

de rigueur. L'initiative a toutefois suscité la colère et l'incompréhension en Israël même, et jusque dans les organisations communautaires juives britanniques, d'habitude si loyalistes à l'égard d'Israël.

QUELLE PLACE POUR REFORM UK ?

Qu'en est-il de *Reform UK* et de ses figures de proue ? Farage, président honoraire, et Richard Tice, dirigeant

de *Reform UK* (qui, contrairement aux autres partis, a un statut d'entreprise privée), ont marqué leur distance vis à vis du « voyou » Robinson. Mais comme Robinson, Farage et Tice sont les relais dévoués et tout à fait serviles de forces plus que jamais déterminées à se passer de normes et contraintes bien trop encombrantes (fiscales, juridiques, environnementales,...), aussi faibles ou cosmétiques puissent-elles être.

Farage (patrimoine estimé entre 3 et 5 millions de livres) et Tice (40 millions et patriote adepte de l'évitement fiscal), donc deux authentiques hommes du peuple, ont la particularité de disposer l'un et l'autre de leur propre émission sur la Chaîne conservatrice et islamophobe, *GB News*, lancée en 2021. Dans ce cadre, l'un et l'autre ont eu tout loisir de contester la réalité du changement climatique, « *un ramassis d'absurdités* », selon Tice.

Forts de cette conviction profonde, et pour le bien de tous, les dirigeants de *Reform UK* défendent l'exploitation du potentiel gazier de la Grande-Bretagne, sachant que « *nous avons potentiellement des centaines de milliards de trésors énergétiques sous la forme de gaz de schiste* », selon Tice. Il serait alors « *manifestement négligent financièrement, et dans une certaine mesure, criminel, de laisser toute cette richesse sous terre sans l'extraire* ».

Alliant les actes aux paroles, les élu-es *Reform UK*, dans des assemblées où ils et elles ont acquis nombre de positions majoritaires depuis les dernières élections locales, ont décidé d'abroger les objectifs de neutralité carbone et d'éliminer les références à « l'urgence climatique » intégrées aux orientations des assemblées régionales ces dernières années. Les budgets ont alors été réaffectés à d'autres priorités, tout en continuant de percevoir les subventions fléchées sur les politiques de transition énergétique. Ont ainsi été annulées des orientations et des politiques récemment mises en route dans les comtés de Durham, du Staffordshire, du Kent, du Derbyshire, ou du Northamptonshire Ouest.

Mais cette détermination dans le déni du dérèglement climatique et le déraillement des quelques efforts existants en matière de transition énergétique, correspond strictement à ce que l'on pouvait attendre d'un « parti » quasi intégralement aux mains de l'industrie

« *Les élu-es Reform UK, dans des assemblées régionales où ils et elles sont acquis nombre de positions majoritaires depuis les dernières élections locales, ont décidé d'abroger les objectifs de neutralité carbone et d'éliminer les références à "l'urgence climatique" »*

fossile. Une enquête parue dans le *New York Times* en mars 2025 a montré que sur les 4,75 millions de livres obtenus en 2024 par *Reform UK*, 40 % provenaient d'individus connus pour avoir « ouvertement contesté la réalité du dérèglement climatique, ou de détenteurs d'investissements dans les énergies fossiles et autres industries polluantes ».

D'autres chercheurs ont montré, pour le site *DeSmog*, qu'entre décembre 2019 et juin 2024, *Reform UK* a récolté pour plus de 2,3 millions de livres provenant d'intérêts pétroliers et gaziers et de personnalités climatosceptiques, dont, par exemple, Terence Mordaunt, directeur du *Global Warming Policy Foundation*, organisme à la pointe de la contestation des travaux sur la science climatique. Ce montant correspondait à 92 % du total des dons au parti-entreprise *Reform UK*. La plupart de ces contributions sont issues, en outre, de comptes enregistrés dans des paradis fiscaux.

Mais le conflit d'intérêt peut être plus caricatural encore ; Tice et Farage sont les employés d'une chaîne, *GB News*, dont le propriétaire, Paul Marshall, détient pour 1,8 milliard de livres sterling en actions dans le secteur des énergies fossiles, dont les entreprises Shell, Chevron, Equinor (Norvège) et plus d'une centaine d'autres encore. L'enquête de *DeSmog* montrait encore qu'en 2022, un tiers des présentateurs de *GB News* avaient ouvertement remis en cause les travaux sur le climat et la moitié avaient dénoncé les initiatives pour le climat.

Reform UK est également destinataire des dons d'une entreprise d'armement, *QinetiQ*, très largement bénéficiaire de l'accroissement des dépenses d'État dans le secteur de la défense. « 80 % des revenus de *QinetiQ* liés à l'armement viennent des seuls contribuables britanniques », selon le *Byline Times*, manne d'argent public dont l'actionnaire principal de l'entreprise, Christopher Harborne, redirige une partie au profit de *Reform UK* dont il est le principal financier. Harborne a fait don à *Reform UK* de près de 14 millions de livres entre 2019 et 2024, et a pris en charge les deux récentes visites de Farage à Trump, en 2024 et 2025 pour un coût total de près de 60 000 livres. Entre Robinson et Farage-Tice, on comprend tout l'enjeu et toute la signification de la « liberté d'expression » :

entretenir des paniques morales anti-migrants, en perturbant les procédures de justice si nécessaire, et pour répandre le mythe de l'islamisation et du « viol » de l'Occident ; pouvoir contester la recherche climatique au profit du lobby fossile dans le cadre de conflits d'intérêts manifestes, et défendre toutes les logiques d'oppression, jusqu'à l'horreur génocidaire, en continuant de se présenter en victime de la censure féministe, anti-raciste, ou pro-palestinienne, le tout au service de la « liberté » d'extraction, d'évasion, d'exploitation, de pollution et de manipulation, conditions de l'« expression » d'un capital absolu.

Diverses composantes de l'extrême droite britannique pourraient donc être en capacité d'assumer une relève des partis discrédités, ceux qui ont fait leur lit mais qui comptent encore assurer leur survie à coups de nouvelles surenchères anti-réfugiés, islamophobes, et de sadisme réformateur en guise de preuve de crédibilité gestionnaire : l'enfer de cruauté et d'indifférence infligé aux enfants de Gaza vient de loin.

Ce sont sans doute les symptômes de la transition d'une néolibéralisme parlementaire décrépité vers l'ordre oligarchique qu'il n'a cessé de sécréter et qui est maintenant en passe d'atteindre son plein accomplissement politique. Auquel cas, il faut bien l'admettre, défendre cet indéfendable exige une très grande « liberté d'expression », de pure fabrication, non encombrée par une justice encore capable d'indépendance, des médias et une presse encore libres, une recherche scientifique assumant encore sa vocation critique, et

par une quelconque revendication politique d'égalité.

Une bonne nouvelle pourrait cependant sortir du naufrage en cours des

partis qui ont dominé la vie politique britannique jusqu'ici : le travaillisme profondément droitisé et sectaire, inspirant un dégoût quasi-universel, pourrait enfin laisser une chance réelle à l'émergence d'une force de gauche, socialiste, cette fois non plus condamnée au genre d'agitation périphérique et éphémère dans laquelle tant d'enthousiasmes et d'élans ont immanquablement fini par s'essouffler et dépérir jusqu'ici. Reste donc à savoir, et à suivre, le renouveau social démocrate porté par les Verts britanniques et,

plus encore, ce qu'il pourrait advenir de *Your Party*, lancé par les députés Jeremy Corbyn et Zarah Sultana, dont la seule annonce pendant l'été a reçu près d'un million de messages de soutien et de demandes d'adhésion. De quoi faire. Enfin, peut-être. □

1) En référence aux politiques officiellement dites d'environnement hostile à partir de 2012.

2) Bystron a perdu son immunité parlementaire de député européen suite à des affaires de corruption (au service de Poutine), de fraude et de blanchiment.

3) Lire le rapport du National Audit Office, « Pressures on Children Social Care », 2019.

4) Lire le rapport du Center of Expertise on Child Sexual Abuse, S. Kewley et K. Karsna, « Child Sexual Abuse in 2023/24: Trends in Official Data », juin 2025. Selon les deux autrices, « Le nombre des enfants victimes d'abus sexuels est bien supérieur à ce qui est porté à l'attention des organismes publics. À partir des données d'enquêtes disponibles, nous estimons qu'au moins un enfant sur 10 en Angleterre et au Pays de Galles est victime d'abus sexuels avant l'âge de 16 ans (Karsna et Kelly, 2021). Selon une estimation basse, le nombre d'enfants victimes d'abus sexuels sur une année est de l'ordre de 500 000. » p.12.

« Entre Robinson et Farage-Tice, on comprend tout l'enjeu et toute la signification de la "liberté d'expression" : entretenir des paniques morales anti-migrants, perturber les procédures de justice pour répandre le mythe de l'islamisation et du "viol" de l'Occident ; pouvoir contester la recherche climatique au profit du lobby fossile. »

Climat, biodiversité : Urgence absolue !

COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Les catastrophes s'enchaînent : températures records, sécheresses, feux de forêts, tornades, inondations, fonte de la banquise et montée inexorable des océans. La biodiversité s'effondre plus vite que prévu, les sols deviennent arides et les pertes de récoltes explosent. Par ailleurs, l'air, l'eau, les sols sont contaminés et 6 limites planétaires sur 9 sont d'ores et déjà allègrement dépassées et la 7^e (l'acidification des océans) ne pourra plus être contenue. Un plan d'urgence s'impose, nous en proposons les contours.

Il faut profondément changer de projet de société, à commencer par la nécessaire réduction des consommations d'énergie et de matières premières, le partage des richesses et des ressources.

La contribution massive des plus riches est une nécessité incontournable car c'est bien eux qui contribuent le plus aux émissions de CO₂, ce qui implique plus de démocratie et d'équité, et pose la question de la légitimité de la richesse. Ceci est un préalable à la transition écologique. Sinon, ce ne seront que des répressions et des guerres qui émergeront partout, à l'image des ambitions impérialistes et des guerres de Trump et Poutine, pour accéder aux ressources.

LE CLIMAT S'EMBALLE, LES POLITIQUES PIÉTINENT

Tous les plans, nationaux et régionaux, les dossiers de subventions, sont dépourvus de critères et d'indicateurs scientifiques tels les *bilans massiques*, les bilans énergétiques, même les bilans carbone en sont absents. Ils ne s'en tiennent qu'à des discours d'enfouage et de stratégies financières plutôt que de s'attaquer au fond du problème. 211 milliards d'euros sont ainsi distribués annuellement aux entreprises françaises sans contrepartie, sans objectifs ni suivi ! (sans compter les subventions européennes et régionales).

Les engagements pris au niveau de la PPE (programmation pluriannuelle de

l'énergie) et de la stratégie nationale bas carbone sont régulièrement révisés et leurs ambitions réduites, principalement sur les économies d'énergie, au profit du nucléaire, des énergies renouvelables dirigées vers le profit, et de techno-solutions dont les bilans carbone sont bien moins efficaces.

Si les trajectoires pour les renouvelables en 2050 sont généralement respectées et génèrent des surproductions voire des prix négatifs, celles des économies d'énergie (efficacité, sobriété) accusent un retard de plus de deux tiers par rapport aux prévisions.

Pourtant, la réduction de la consommation globale d'énergie reste fixée à 50 %, ce qui implique 50 % maximum de production de renouvelables en plus par rapport à la situation initiale. La neutralité carbone de la biomasse utilisée comme énergie est un autre leurre, car elle génère des *avoirs carbone* sur les agrocarburants, la méthanisation et le bois énergie, tout en émettant plus de CO₂ que les combustibles fossiles ! Une fois dans l'atmosphère ce CO₂ met 1000 ans pour réduire de moitié, comme pour les énergies fossiles. L'énergie biomasse a aussi des impacts considérables sur la biodiversité et la surexploitation des sols agricoles et des forêts. Les scientifiques du GIEC alertent régulièrement à ce sujet : 1 million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction au cours des prochaines décennies, selon l'IPBES (le GIEC de la biodiversité).

Passer du vivant fossilisé (pétrole, gaz) au vivant biomasse est un pari risqué qui doit être conditionné à une analyse scientifique bien plus sérieuse qu'une simple loi sur la neutralité carbone votée au parlement.

LA BIODIVERSITÉ EN DANGER

Tout nouveau projet industriel, urbain ou agricole doit impérativement permettre non seulement de réduire les émissions de CO₂ et parallèlement d'avoir le moindre impact possible sur la biodiversité, voire de pouvoir la restaurer. Les émissions carbone des fossiles ont perturbé le climat, ne tuons pas la solution : le vivant capable de rétablir la situation à moindre coût. Rappelons que les milieux naturels absorbent 50 à 60 % des gaz à effet de serre produits par l'humanité. Le meilleur système de stockage de carbone, c'est la biodiversité, pas les délires technologiques de captation artificielle du carbone vanté par des apprentis sorciers qui rêvent surtout des dollars qui les accompagneraient.

LES FINANCEMENTS FONT CLAIREMENT DÉFAUT.

Si les énergies renouvelables (ENR) sont grassement subventionnées par les citoyen·nes, elles engendrent des dérives car l'électricité, souvent vendue à perte (prix négatifs) oblige l'arrêt des éoliennes et du photovoltaïque. Les économies d'énergie sont clairement le parent pauvre de cette politique, les réductions d'impôts ont été réduites à

deux reprises pour l'isolation des bâtiments et la suppression de la prime rénov.

Les financements à l'adaptation au changement climatique souffrent également. Par l'exemple l'aide pour les retraits et gonflements d'argile fixée à 30 million d'euros pour 10 millions de logements soit 3€ par logement ! On est loin des 2,3 milliards € supplémentaires par an que coûteraient en France les mesures pour s'adapter au changement climatique, montant calculé par l'Institut de l'économie pour le climat. Le coût de transition digne de ce nom reste ridicule face aux :

- 211 milliards d'aide aux entreprises sans contrepartie
- 100 milliards d'évasion fiscale
- 80 milliards de fraude fiscale.

Malheureusement, le coût de l'inaction climatique sera bien supérieur au montant des investissements nécessaires à l'adaptation.

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE CONNU DEPUIS LONGTEMPS

Dès 1800, les scientifiques s'inquiétaient déjà de l'impact sur le climat des émissions industrielles de CO₂. A la fin du 19^e siècle ils estimaient le réchauffement à environ 4°C si on doublait la teneur de CO₂ dans l'atmosphère. En 1974, le rapport Meadow met en graphique l'issue fatale de notre civilisation si on ne réagit pas rapidement. Pourtant les lobbys des fossiles ont dépensé des sommes considérables pour nous enfumer.

LES GUERRES ACTUELLES COÛTENT DES MILLIERS DE MILLIARDS

Le capitalisme porte en lui la guerre. À Gaza, en Ukraine, en Afrique, elles dépassent largement les centaines de milliards nécessaires à la révolution écologique qui devrait être menée actuellement. Les conflits sont des catastrophes humaines qui entraînent des pollutions importantes : après avoir bombardé et semé la terreur, il faut reconstruire à grands coups d'émissions carbone. Face à la raréfaction de matières premières, les moyens de reconstruire ce qui a été détruit, laissant des pays dans la misère, seront faibles.

LA RÉPRESSION DES MILITANT-ES ÉCOLOGISTES EST DE PLUS EN PLUS VIOLENTE

Pourtant à l'ONU, le rapporteur de la convention d'Aarhus est clair : aucune

manifestation non violente ne doit être interdite ni réprimée. Pareil en ce qui concerne le droit de blocage des équipements publics ou privés : c'est le seul moyen qui nous permet de faire entendre.

UN PLAN D'URGENCE EST INDISPENSABLE

À l'heure où les privilèges tuent l'humain et la planète, il faut restaurer les conditions nécessaires à la pérennité du vivant et impulser un projet de société bien plus enviable pour sortir les citoyens, surtout les plus jeunes, de la morosité et de la dépression. 75 % des moins de 25 ans qualifient leur avenir d'effroyable !

Il est impératif de lutter pour :

- la décroissance écosocialiste de la production : réduction du temps de travail, produire selon les besoins décidés collectivement entre travailleur-ses et habitant-es, réglementer la pub, passer à la sobriété et à l'efficacité énergétique, réduire les transports ;
- la sortie du capitalisme : arrêter la course

aux profits et le consumérisme, mettre fin à l'extractivisme et au pillage des ressources, sortir du productivisme en se réappropriant les moyens de production, relocaliser pour satisfaire les besoins essentiels, limiter l'IA et lutter contre les addictions aux écrans ;

- le développement des communs : sécurité sociale de l'alimentation, gratuité des besoins de base (énergie, eau, logement, alimentation, santé), développement et gratuité des transports en commun ;
- le changement énergétique : stopper le nucléaire et développer les renouvelables pour l'énergie indispensable, sortie des énergies fossiles, service 100 % public de l'énergie ;
- le changement de modèle agricole : développer l'agriculture paysanne et arrêter les pesticides, diminuer

drastiquement la consommation de viande, soutenir l'installation de paysannes, développer les circuits courts ; — la protection de la biodiversité : interdire la déforestation, limiter l'artificialisation des sols, analyser sérieusement les pollutions de façon non truquée, restaurer les espaces naturels et les forêts, laisser 10 % du territoire libre, réviser les normes en introduisant des critères environnementaux bien plus drastiques

DES LUEURS D'ESPOIR

Partout dans le monde, des luttes à la fois écolos, sociales et décoloniales se renforcent. En France, le mouvement

« En France, le mouvement

écologique a créé de nouveaux

liens avec les mouvements

sociaux. La conscience

écologique grandit de

même que la conviction de

l'impossible adaptation du

capitalisme. »

écologique a créé de nouveaux liens avec les mouvements sociaux, notamment à travers les Soulèvements de la Terre. La conscience écologique grandit de même que la conviction de l'impossible adaptation du capitalisme. Néanmoins, il nous faut évidemment construire sans attendre les lieux communs de société plus sobres, plus équitables, plus autonomes. Des lieux résilients

maillés entre eux, capables de pouvoir accueillir la population de plus en plus nombreuse et tisser des liens bien plus respectueux avec le reste du vivant. Partager les ressources entre les citoyens, les peuples et les générations. Ces espaces sont absolument indispensables pour donner l'exemple d'un modèle plus souhaitable, mais aussi pour assurer la sécurité alimentaire en cas de crises. Il faut aussi s'impliquer dans les milieux associatifs, syndicaux et politiques pour impulser un changement et éveiller les consciences de ceux qui obéissent et se taisent ou ne soignent que leur ego. La tâche est immense mais le projet d'un monde meilleur et l'engagement militant joyeux permettent aussi d'avancer et de ne pas sombrer dans l'éco-anxiété. □

L'aide humanitaire à Gaza : le nouvel outil colonial

SARALASKA

Cet article aborde l'actualité et les répercussions des actions menées par les nouvelles structures (in)humanitaires privées récemment mises en place à Gaza. La façon dont les dynamiques sécuritaires post-2001, la destruction du secteur public de l'action humanitaire, les périodes de mise en œuvre et d'application de cette aide font de celle-ci un outil colonial voilé sous l'étendard de la Gaza Humanitarian Foundation (GHF). Ce qui semble être une solution matérielle et temporaire aux conséquences de l'impérialisme — à savoir l'aide humanitaire — n'est que son parachèvement.

L'impérialisme est défini par Lénine¹ comme « *le stade monopoliste du capitalisme* » ou comme « *un capitalisme parasitaire* ». Le parasitisme qui caractérise l'impérialisme se renouvelle selon les configurations historiques, et se caractérise différemment selon les cadres spatio-temporels dans lesquels il opère. Au sujet de la Palestine, le parasitisme de l'impérialisme se traduit certes par l'exploitation d'un territoire par les classiques et installés « États-rentiers », mais va jusqu'à la réappropriation par ces États de « solutions humanitaires ». Lesdites « solutions » sont modelées par la privatisation qui ne permet plus d'amortir les conditions délétères générées par les prédatrices capitalistes qui transforment l'action humanitaire en stratégies inhumanitaires. L'impérialisme agressif qui s'opère en Palestine n'est plus la somme des colonies de peuplement, de la politique de la terre brûlée, de la torture par la faim et de la déportation des Palestiniens en dehors de leur propre territoire, il intègre désormais ce nouvel élément vicieux et garant d'une caution humaniste.

L'alliance des États-Unis et d'Israël connaît les possibles limites de sa collaboration inter-impérialiste — à savoir les opinions de leurs peuples respectifs, mais aussi le regard international sur la situation actuelle. Les justifications idéologiques autour de la « démocratie au Proche-Orient » ou

du respect des libertés fondamentales ne peuvent plus être la caution des opérations militaires menées. La documentation en direct du génocide colonial ne permet plus d'assouvir l'avidité d'expansion de territoires au sein du Moyen-Orient, il faut contourner le blâme, cacher la bête. L'aide humanitaire constitue ce grossier maquillage, et le paroxysme de son instrumentalisation est atteint quand l'aide humanitaire devient pour l'alliance impérialiste pré-citée un outil nécessairement capitaliste pour l'un et vitalement colonial pour l'autre, matérialisé par l'édification de la *Gaza Humanitarian Foundation*. L'aboutissement final, le projet co-impérial derrière la privatisation et la militarisation reste ambigu. Le Grand-Israël de l'entité sioniste ou le plan Gaza-Riviera de Donald Trump ? L'heure n'est pas au débat de la répartition de ce bout de territoire entre les pays monopolistes, mais en premier lieu d'accélérer la colonisation tout en générant des profits.

RENDRE POSSIBLE LA PRIVATISATION DE L'AIDE HUMANITAIRE POUR CONTOURNER SES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET SES PRINCIPES FONDAMENTAUX

Dès la sortie de la Seconde Guerre mondiale, une vague de coopération internationale est mise en place. Cette solidarité transnationale se matérialise sous le joug inter-impérial de l'Organisation des Nations unies sous

l'étendard du « plus jamais ça ». La logique onusienne entend entériner la « paix des vainqueurs » en positionnant cinq puissances coloniales à la tête de sa structure décisionnelle. S'arrogeant désormais d'un droit de veto, cette collaboration inter-impériale peut désormais décider — et en toute légalité — la répartition de leurs dominations, des proxys et des rétributions symboliques qui les positionnent comme puissances salvatrices. Il est évident que cette structure décisionnelle conservée est vectrice de nos jours de l'impossibilité voire du caractère annulatif du droit international quand les résolutions se font au bon vouloir de l'administration Trump. Parallèlement, la volonté de rompre définitivement avec l'horreur de la Shoah se matérialise dans le développement de programme d'aide humanitaires visant sporadiquement et de manière ciblée à aider des états où la population est affamée, meurtrie et torturée. C'est dans ce courant que l'UNRWA² a vu le jour. Bien que son émergence ne relève pas d'aspirations humanitaires des États-Uniens, mais plutôt d'une volonté de l'instrumentaliser, notamment dans le contexte de la guerre froide, l'UNRWA s'indépendantise au fur et à mesure notamment par le biais du désenchantement du Congrès américain qui n'y trouve plus d'intérêt³. Renforçant son action humanitaire celle-ci a par la suite constitué un pilier pour l'aide aux



Manifestation en soutien à la Global Sumud Flotilla à Paris, 4 octobre 2025 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Gazaouis tout en tenant dans « l'oisiveté complète une foule qui par ailleurs est obligée de vivre dans des conditions anormales »³

Parallèlement, le paradigme initial d'aide humanitaire transitionne dans les années 1990 vers un nouveau modèle d'aide centralisé par des organisations non gouvernementales (ONG)⁴. Cependant, la crise des États-providence et plus généralement les crises financières en Occident ont débouché sur un « marché de la solidarité »⁵ où règnent désormais des logiques de fusion-acquisition des ONG ou leur privatisation. Pour obtenir des fonds de bailleurs publics ou privés, les structures humanitaires entrent dans une dynamique concurrentielle en vue d'atteindre une position monopolistique dans le secteur. Les mécanismes américains d'appel d'offres et donc de sélection des structures — rentables — par les bailleurs, intensifient l'interpénétration des sphères publiques et privées au sein d'une « industrie de l'aide »⁶ où les supposés bénéficiaires deviennent des « parts de marché potentielles »⁷. Cette marchandisation de l'humanitaire se caractérise en France entre 1990 et 2007 par la multiplication par dix des financements d'entreprises au nom du développement et non celui des organismes internes aux pays concernés.

MISE À MORT DE L'UNRWA

De chaque côté du Pacifique, les acteurs de l'alliance américano-israélienne ont détricoté fil par fil le tissu humanitaire qu'incarnait l'UNRWA, tantôt par les coupes budgétaires américaines dès 2018 (sous l'impulsion de Nikki Haley) ou par l'interdiction de la présence de l'agence onusienne sur le « territoire israélien » sous prétexte de supposées accointances entre ses agents et le Hamas. Ces décisions — décriées par de nombreux acteurs et ONG à l'international — doivent être analysées sous un prisme spécifique concernant la Palestine, particulièrement à l'heure où le gouvernement israélien ambitionne une stratégie de privatisation et de monopolisation de l'aide humanitaire. L'un des principaux arguments justifiant l'arrêt des financements de l'UNRWA mis en avant par l'administration Trump II concerne la supposée participation de douze agents de l'organisation dans l'attaque du 7 octobre 2023. Cette information fut partagée en janvier 2024 par un site d'information israélien siégeant à Jérusalem et affirmant s'appuyer sur des « sources internes au gouvernement israélien »⁸. En dépit d'une enquête annoncée par Philippe Lazzarini⁹, directeur de l'UNRWA, il est compliqué d'accéder à des sources fiables ou simplement existantes concernant cette « enquête », et

en conséquence concernant ses résultats. Néanmoins, que cette implication soit réelle ou erronée, l'administration Trump I annonçait déjà la suppression de ses subventions dès 2018. La première annonce invite à se questionner sur le caractère catalyseur ou instrumental de l'argument des accointances entre les agents onusiens et le Hamas par Trump II. Les raisons étaient déjà multiples et s'inscrivaient dans la stratégie unilatérale-isolationniste — aussi dite jacksonisme¹⁰ — de Donald Trump, à savoir conforter les intérêts internes aux États-Unis en étendant sa puissance à l'étranger de manière unilatérale. Trop éloignée des intérêts américains, l'Organisation des Nations unies serait selon l'administration Trump également trop politique et détentricrice d'un « biais anti-Israéliens »¹¹. Largement en amont des accusations d'accointances avec le Hamas, le sort de l'UNRWA et de ses financements étaient *ipso facto* déjà ficelés par Trump I et simplement catalysés par Trump II. À l'ère d'un capitalisme globalisé, il s'agit de s'intéresser aux dynamiques néolibérales du glissement de structures publiques comme l'UNRWA vers des modèles privés d'aide humanitaire

à l'instar de la Gaza Humanitarian Foundation.

La loi criminalisant et interdisant l'UNWRA au sein de l'entité israélienne votée en octobre 2024 a parachevé la chute de cette agence tout en générant une concurrence accompagnée d'un marketing hors-sol de nombreuses sociétés privées, à l'instar d'un des premiers groupes à se positionner pour séduire le gouvernement israélien, la *Global Delivery Company* (GDC) : « *When crisis hits, GDC is there for you [quand la crise frappe, CGD est là pour vous]* ». Une concurrence pour monopoliser le secteur de l'aide humanitaire : l'irrationalisme ou l'antithèse parfaite pour matérialiser le parasitisme de l'impérialisme contemporain. Dans cette compétition parmi ces sociétés privées voraces qui n'accorderont jamais un iota de considérations pour les peuples opprimés, la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), dont la récente date de création devrait plus questionner

qu'arranger
semble cristalliser les aspirations de l'alliance américano-israélienne. Créée en février 2025, l'organisation « à but non lucratif » se voit attribuer le monopole de la situation dès le printemps qui suit. L'opacité de son organisation financière, le manque de clarté dans ses statuts juridiques et sa position de dominée sous la tutelle de deux sociétés militaires privées (UG Solutions et Safe reach Solutions) chapeautées elles-mêmes par une holding américaine de gestion de patrimoine (Two Ocean Trust LLC), laissent présager un organisme ancré dans l'installé et nuageux impérialisme américain. Jake Wood, son ancien directeur exécutif, se retire de la partie dès fin mai, en mettant en

« le gouvernement israélien ambitionne une stratégie de privatisation et de monopolisation de l'aide humanitaire. L'un des principaux arguments justifiant l'arrêt des financements de l'UNRWA concerne la supposée participation de douze agents de l'organisation dans l'attaque du 7 octobre 2023. »

lumière l'absence des principes constitutifs du droit international humanitaire, le principe d'impartialité, de neutralité et d'indépendance¹². Il sera — dans un continuuel clanisme trumpiste — remplacé par un conseiller de Donald Trump et proche du gouvernement israélien : Johnnie Moore.

DÉSHUMANISATION DE L'AIDE HUMANITAIRE

Dans une dimension pratique et juridique, le secteur humanitaire se caractérise par son principe d'indépendance, d'humanité, d'impartialité, et de neutralité¹³, et dans une dimension politique par son action et l'intention en arrière-plan de cette même action.¹⁴

Rony Bauman, ancien président de Médecins sans frontières et enseignant à Sciences-Po Paris, a émis une définition consensuelle et peu clivante de l'action humanitaire : « *l'action humanitaire est celle qui vise, pacifiquement et sans discrimination, à préserver la vie dans le respect de la dignité, à restaurer l'homme dans ses capacités de choix* », puis il ajoute : « *L'intention du geste,*

que doit guider le souci de l'Autre, et non la défense d'intérêts ». Synthétiquement, les intérêts privés ne peuvent accompagner l'action humanitaire et cette action ne peut donc être privatisée sans tromper sa propre essence, voire sans être constitutive de l'ingénierie inter-impériale. La population palestinienne est le terrain direct d'essai de transitions de modèles d'aide vers des stratégies à buts lucratifs et coloniaux et en consé-

quence elle subit l'intensification des massacres sous couvert d'aide humanitaire. La décimation progressive de l'UNRWA a pu laisser un terrain vierge et fertile à une structure d'aide humanitaire américaine privée : la GHF. Cette représentation parfaitement orchestrée d'un glissement du public

vers le privé permet de poursuivre une « aide » essentielle et vitale qu'il faut nécessairement combler quand l'aide publique n'existe — intentionnellement — plus.

Le retrait de l'État américain des financements peut-être considéré comme son redéploiement. Il se décharge de la prérogative humanitaire en Palestine en supprimant les subventions de l'UNRWA, mais n'est pas dans une situation de retrait, car ses sphères privées — en accointance avec l'État — assurent la continuité des services dits humanitaires. En somme, la privatisation comme outil de redéploiement de l'État — à travers un gouvernement alternatif — permet in fine à ce dernier de se redévelopper en prenant appui sur des acteurs privés (la GHF) pour aboutir à davantage de contrôle par le biais d'une souveraineté interne et externe confortées¹⁵ par le brouillage des frontières entre sphère publique et privée. C'est une nouvelle forme de gouvernementalité ancrée dans des logiques néolibérales qui confirme les thèses post-weberiennes d'une décharge de l'État permettant paradoxalement sa réaffirmation par le biais de la sphère privée. La présence américaine dans la bande de Gaza permet d'assurer une permanence des structures militaires dans la région faisant du Moyen-Orient un proxy pour l'impérialisme américain. Elle permet aussi de se positionner dans le continuum de la stratégie trumpiste d'affirmation symbolique et salvatrice au sein du Moyen-Orient. Il est évident qu'en parallèle des gains politico-symboliques, des liens entre l'administration Trump et cette structure humanitaire, la GHF génère également des profits pour les acteurs de la structure économique qui lui permettent de se maintenir. L'accès aux informations concernant les divers financements est compliquée par l'opacité installée, bien que certains articles mettent en avant la source d'une partie des financements : le gouvernement israélien.¹⁶ Cette implication des États-Unis via les sphères privées au sein du Moyen-Orient s'accompagne d'une militarisation accrue de l'aide humanitaire. C'est en effet au profit de la sécurité et de la défense israélienne que se sont développées les sociétés privées d'aide humanitaire qui recherchent davantage la rentabilité que le respect déontologique de la pratique. Les agents

de la GHF sont dépourvus de formations humanitaires ou liées au développement mais sont généralement des anciens agents de sécurité américains armés. Ces structures privées sont ipso facto une nouvelle manière de contourner les structures humanitaires classiques, mais surtout de militariser les distributions.

MILITARISATION DES STRUCTURES HUMANITAIRES

À l'instar de Sami Makki¹⁷, certains chercheurs mettent en lumière dès 2010 le tournant sécuritaire des États occidentaux — impulsé par les États-Unis et les dynamiques post-2001 — qui « *reprennent l'initiative de l'action humanitaire [pour l'intégrer] aux composantes de l'action diplomatique et militaire* ».

Cette militarisation de l'aide humanitaire n'intervient ni dans un conflit symétrique, ni durant une guerre civile, elle intervient durant un génocide colonial où la totalité des stratégies sont utilisées pour poursuivre l'objectif final. En conséquence, la militarisation de l'aide humanitaire a provoqué de nombreux assassinats dans la bande de Gaza. Le média *Al-Jazeera* répertorie dès le 27 mai une dizaine de morts et 62 blessés dûs à l'attaque de chars israéliens durant les distributions, ce à quoi l'armée israélienne a répondu seulement tirer « des coups de semonce » pour éloigner la population souhaitant se frayer un chemin pour atteindre le point de distribution. Ces massacres se sont routinisés sur les points de distribution avec ceux de Witkoff, le 1^{er} juin 2025, puis se sont pérennisés le 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15 juin etc. La formation militaire des agents nouvellement humanitaires ne permet en rien une expertise concrète, pertinente et adaptée aux réalités concernant ces différentes situations de crimes. Ces « abattoirs humains », pour reprendre les termes du Ministère de Santé de Gaza, sont accompagnés de matériels algorithmiques de surveillance de la population permettant une nouvelle marge de manoeuvre arbitraire dans l'interprétation des actions dites légitimes du gouvernement israélien. Ces mécanismes permettent une nouvelle fois de justifier la privation de liberté et les assassinats massifs sous couvert de lutte contre le terrorisme. Néanmoins, quand la soi-disant lutte contre le terrorisme s'est traduite par l'assassinat

de femmes et d'enfants à hauteur de 70 % dans la bande depuis le début du génocide¹⁸, il est encore compliqué de justifier par quelque moyen une prétendue lutte contre le Hamas. De plus, l'interprétation israélienne de ses cibles a trouvé une continuité dans ces points de ralliement qui permettent de regrouper la population pour effectuer une meilleure « gestion » au sens génocidaire du terme.

De même, une cartographie du centre de recherche de la BBC¹⁹, réalisée le 31 mai 2025, permet également d'analyser la répartition géographique de ces points de distribution afin d'analyser les choix politiques et impérialistes de leur localisation. Trois points sur quatre sont positionnés dans l'extrême sud de la bande Gaza, à la frontière égyptienne, le dernier est isolé au nord de la bande. Des zones géographiques qui corrélaient avec les dernières déclarations du gouvernement israélien au sujet des projets de déportation de la population palestinienne. Les assassinats de masse qui s'opéraient dans ces zones surpeuplées et militarisées ont été dénoncés par plus de deux cents ONG arguant qu'en quatre semaines « *plus de 500 Palestiniens ont été tués et près de 4 000 blessés simplement parce qu'ils essayaient d'accéder à de la nourriture* »²⁰.

TECHNO-COLONIALISME COMME OUTIL IMPÉRIALISTE

Par ailleurs, le techno-impérialisme est un outil privilégié de l'alliance américano-israélienne à travers le déploiement d'outils de biométrie et d'une technologie de reconnaissance faciale, prétextant la recherche de quiconque en lien avec le Hamas pour généraliser la surveillance dans la bande. Durant l'embargo, le techno-colonialisme israélien initiait déjà la soumission du peuple palestinien aux technologies israéliennes. Elle s'est transformée en

réel outil colonial, de manière plus directe, et donc accélérée. En janvier 2025, *Apoorva PG* mettait déjà en lumière la façon dont l'apartheid israélien s'appuyait sur la Big Tech pour surveiller, réprimer et contrôler la population palestinienne qui est ipso

facto en première ligne des victimes du colonialisme numérique²¹. L'autre face de ces technologies coloniales est l'implantation de centres en recherche et développement par les industries technologiques en Israël qui ont conscientisé l'apport fondamental qu'un terrain colonial pouvait apporter à leurs expertises. Des statistiques élaborées par « *Stop the Wall* », une campagne palestinienne, mettent

en lumière le développement du secteur Recherche et Développement (R&D) par l'alliance inter-impérialiste. « *Pendant les dernières décennies, plus de 300 entreprises technologiques multinationales leaders du secteur ont établi des centres R&D en Israël, ce qui correspond à environ 50 % des dépenses des entreprises en R&D. Ces multinationales ont acquis un total de 100 compagnies israéliennes. Un certain nombre d'entre elles [...] telles Intel, Microsoft, Broadcom, Cisco, IBM et EMC [...] ont acquis plus de 10 compagnies locales durant leur temps opérationnel en Israël. Plus de 30 licornes de la tech [...] des start-up évaluées à plus d'un milliard de dollars [...] sont situées en Israël. Cela représente environ 10 % des « licornes » dans le monde.* »²²

ORGANISER LA FAMINE GRÂCE À L'AIDE HUMANITAIRE

Au moment où cet article est écrit, la Gaza Humanitarian Foundation est toujours en marche dans la bande, en

« *La militarisation de l'aide humanitaire n'intervient ni dans un conflit symétrique, ni durant une guerre civile, mais durant un génocide colonial où la totalité des stratégies sont utilisées pour poursuivre l'objectif final.* »

dépôt de l'accumulation des articles de presse dénonçant ses pratiques. Récemment, une enquête menée par la BBC et diffusée — en partie — par *Courrier International*, dénonce la présence du Infidels Motorcycle Club dans la bande, censé « assurer » les distributions alimentaires. Ce groupuscule politique de motards américains affichant un patriotisme américain prononcé et un fort rejet de l'islam, a adopté pour symbole la croix des Croisés, les chevaliers chrétiens ayant participé aux Croisades pour reprendre Jérusalem et la Terre Sainte aux musulmans durant le Moyen Âge. Le déploiement des infidels MC s'inscrit dans le continuum non seulement du non-respect du droit international humanitaire et de ses principes, mais surtout dans la logique coloniale de haine et de négation de l'existence d'un peuple sur un territoire donné. Un responsable d'un des sites de distribution de la GHF a récemment affiché une photo présentant une banderole avec l'inscription « *Make Gaza Great Again* ». Un acte permettant de réaliser l'emprise de la stratégie trumpiste au sein de Gaza, mais surtout l'impunité des crimes de l'alliance américano-israélienne bien trop souvent oblitérée des sanctions internationales.

En somme, le paradigme humanitaire s'est renouvelé sous un stade avancé du capitalisme et répond — dans notre cas — davantage à des logiques sécuritaires qu'humanitaires. La décimation progressive de l'UNWRA était nécessaire pour l'alliance américano-israélienne afin de créer artificiellement un vide qu'il faut combler par le biais du secteur privé. L'émergence de la GHF répond à cet appel du privé par la destruction

du public, mais n'est pas pour autant analogue au retrait de l'État. L'État américain de Donald Trump voit son caractère décisionnel renforcé par les multiples liens entretenus entre l'administration et la GHF, qui devient une structure dont les objectifs sont

« La décimation progressive de l'UNWRA était nécessaire pour l'alliance américano-israélienne afin de créer artificiellement un vide qu'il faut combler par le biais du secteur privé. »

aux antipodes des principes de l'action humanitaire. Par le contournement des structures institutionnelles et des principes fondamentaux de l'aide humanitaire, la privatisation permet de militariser cette même aide afin de convenir à l'autre face de l'alliance : le gouvernement israélien. Cette militarisation opère dans un contexte plus général d'augmentation des dynamiques sécuritaires impulsée par les États-Unis sous couvert d'une lutte contre le terrorisme. □

1) Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916.

2) L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, en anglais : United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), est un programme de l'Organisation des Nations unies pour l'aide aux réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie, qui a débuté en décembre 1949.

3) Jalal Al-Husseini, L'assistance humanitaire en faveur des réfugiés de Palestine, instrument de la politique étrangère américaine. *Politique Américaine*, 2010, Vol. 3, n°18, pp. 57-73.

4) Selon le représentant de la Croix-Rouge

américaine, le 4 mars 1949, dans Archives du CICR : série G.59/I/GC/E, « Correspondance avec le commissariat ».

5) François Jean, Le triomphe ambigu de l'aide humanitaire. *Revue Tiers Monde*, 1997, pp. 641-658

6) Jérôme Larcher, Le déclin de l'Empire Humanitaire. *Fondation pour la Recherche Stratégique*, L'Harmattan, 2017, p. 102-112

7) *Ibid.*, p. 108

8) *Ibid.*

9) Jacob Magid, UNRWA sacks staffers who allegedly participated in Oct. 7 attack ; US halts funding. *The Times of Israel*, 26 January 2024.

10) *Le Monde* avec AFP, Guerre Israël-Hamas : l'UNRWA se sépare de « plusieurs » de ses employés, soupçonnés d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre. 26 janvier 2024.

11) Walter Russel Mead, The Jacksonian Tradition : And American Foreign Policy. *The National Interest*, n° 58, 1999, pp. 5-29.

12) *La Dépêche du Midi*, Réfugiés palestiniens : Trump coupe les vivres à l'ONU. 02 septembre 2018

13) Gaza : le chef de la nouvelle fondation humanitaire soutenue par Washington, Jake Wood, démissionne. *Le Parisien* avec AFP, 26 mai 2025.

14) Résolution 46/182 de l'Assemblée Générale des Nations Unies : « Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies »

15) Michael Barnett, Thomas G. Weiss, Humanitarianism in question. Politics, Power, Ethics. *Cornell University Press*, Ithaca and London, 2008, p. 98

16) Béatrice Hlhou, Retrait ou redéploiement de l'Etat. *Critique internationale*, 1998, pp. 151-168.

17) Clothilde Mraffko, Marie Jo Sader, À Gaza, le délitement annoncé de la fondation humanitaire GHF. *Le Monde*, 5 juin 2025.

18) Sami Makki, Les enjeux de l'intégration civilo-militaire aux États-Unis. Regards d'un sociologue embarqué dans les nouveaux réseaux hybrides. *Politique Américaine*, 2010/2, n°17, pp. 27-48.

19) ONU, Près de 70 % des victimes de la guerre à Gaza sont des femmes et des enfants. *Site news.un.org*, 8 novembre 2024.

20) Matt Murphy, Kevin Nguyen, How controversial US-Israeli backed Gaza aid plan turned to chaos. *BBC*, 31 mai 2025.

21) Médecins Sans Frontières, Gaza : mettre fin à un système de distribution qui oblige la population à choisir entre mourir de faim ou sous les balles, 4 juillet 2025

22) PG Apoorva, Voir le monde comme un-e Palestinien-ne. Luites intersectionnelles contre Big Tech et l'apartheid israélien. *Ritimo*, 13 janvier 2025.

23) Voir la campagne « Digital Walls » menée par la campagne palestinienne Stop the Wall : <https://stopthewall.org/digitalwalls/>.



Manifestation à Paris, 4 octobre 2025 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Solidarité avec les animaux : de la morale à la politique

COMMISSION CAUSE ANIMALE

À l'occasion de son 6^e congrès, le NPA-l'Anticapitaliste a voté une motion en faveur de l'intégration des autres animaux sentients dans son programme politique. Elle est motivée par la solidarité politique découlant d'une soumission commune au capital, plutôt que par la responsabilité morale qui pèserait sur l'espèce humaine à l'égard des animaux.

Les notions utilisées dans le mouvement animaliste sont trop peu connues et discutées dans l'espace public.

Ce mouvement est très souvent réduit au véganisme — le refus de consommer ou d'utiliser des produits issus d'animaux ou testés sur elleux — lui-même souvent assimilé à un style de vie alimentaire qui n'échappe pas à la marchandisation. Les motivations de ce refus sont variées : éthiques, politiques, écologiques, culturelles, religieuses... Il renvoie en première analyse à une démarche personnelle visant à mettre en cohérence idées et comportement individuel (ce qui n'est pas un problème en soi) et ne correspond pas spécifiquement à un courant de pensée. On peut ainsi être végane de gauche, de droite, spéciste (si on estime malgré tout que les animaux sont des êtres inférieurs), ou ne pas avoir réfléchi au sujet... et même récuser l'emploi des termes « spécisme », « antisécisme » ou « carnisme » (c'est le cas de la Fédération végane de France) qui servent aujourd'hui de référence dans le mouvement animaliste.

Le terme « spécisme » apparaît dans une brochure du psychologue Richard Ryder sur l'expérimentation animale en 1970. Il prend son essor à partir de la publication du livre *La libération animale* de Peter Singer, philosophe utilitariste, en 1975, qui va contribuer à ancrer les fondements théoriques du mouvement animaliste dans l'éthique (ou philosophie morale) libérale. L'idée générale est qu'il n'est moralement pas acceptable de faire souffrir ou de transformer en objets les êtres appartenant à d'autres espèces animales. Il existe

un principe d'égale considération des intérêts (en premier lieu celui de pouvoir vivre sa vie) qui doit conduire les êtres humains à prendre en compte les intérêts de tous les êtres concernés par leurs actions, sans critère d'espèce. Le spécisme est alors caractérisé par la primauté accordée de manière arbitraire aux intérêts des membres de l'espèce humaine sur ceux d'autres espèces.

Une autre approche, centrée sur les droits moraux, est proposée par Tom Regan. Les animaux ont une vie qui a une importance pour elleux, indépendamment de l'utilité qu'ils ont pour nous. Par conséquent, les relations que nous entretenons avec elleux doivent être fondées sur les mêmes principes moraux. Le spécisme désigne alors une discrimination fondée sur l'espèce, à laquelle Regan oppose une philosophie des droits fondée sur la compassion, définie comme rationnelle, scientifique, juste, non discriminatoire, progressiste et écologique.

Cette approche trouve sa déclinaison sur le terrain juridique. La déclaration sur la personnalité juridique de l'animal, dite *déclaration de Toulon* (2019), proclame ainsi que les animaux, dotés aujourd'hui du statut juridique de choses, doivent être considérés comme des personnes physiques

non humaines, munis de droits propres autorisant la prise en compte de leurs intérêts, « seule voie à même d'apporter des solutions satisfaisantes et favorables à tous ».

D'autres autrices et auteurs se sont intéressés à l'idéologie qui justifie la discrimination d'espèce. C'est le cas de la psychologue Melanie Joy, inventrice

du concept de « carnisme », qu'elle définit comme le système de croyances qui juge éthique de consommer de la viande (consommation alors considérée comme naturelle, normale, nécessaire et agréable). Melanie Joy évoque aussi un « néocarnisme » pour nommer l'idéologie qui promeut une modification de la façon de manger de la viande à travers la valo-

risation des productions locales, des labels de qualité, du « flexitarisme », des petits élevages soucieux du « bien-être » animal alors même qu'ils reposent sur les mêmes techniques de production (gavage, séparation des mères et des petits, égorgements,

« L'idée générale est qu'il n'est moralement pas acceptable de faire souffrir ou de transformer en objets les êtres appartenant à d'autres espèces animales. »





notamment). Ces réflexions ont nourri celles sur le « paradoxe de la viande », déni moral ou dissonance cognitive qui s'expriment notamment dans le fait d'accorder de l'affection à certains animaux tout en estimant acceptable d'en manger d'autres.

VÉGANISME ET ANTISPÉCISME SONT DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Ces notions sont souvent dénigrées dans les milieux révolutionnaires car elles renverraient soit à des questions d'éthique personnelle, soit à une discussion philosophique abstraite ayant peu à voir avec la politique — quand elles ne sont pas ignorées ou jugées moralisatrices. À notre avis, ces critiques relèvent plus d'opinions que d'arguments et ne permettent pas de construire un débat argumenté.

D'une part, les propositions de l'éthique animale fournissent un corpus argumentatif plaçant rapidement tous les raisonnements spécistes face à des contradictions insurmontables. Ces raisonnements butent en effet sur l'absence de fondement scientifique du postulat de la supériorité supposée des capacités humaines et de la hiérarchie entre les espèces qui en découle.

D'autre part, au fur et à mesure du développement de la conscience des violences infligées aux animaux, les termes « antispécisme » et « véganisme » en sont venus à désigner des mouvements sociaux ou des pratiques se voulant les instruments de la libération animale. Si cette question existe politiquement aujourd'hui, c'est bien le résultat de l'action d'associations, de collectifs et de militant-es. Le véganisme devient un acte politique de solidarité avec les animaux exploités et

mis à mort. Il s'impose comme un axe des luttes décoloniales dans les pays où l'élevage et les régimes carnés ont été introduits par les colons. L'antispécisme devient une lutte contre les institutions qui organisent la domination, sous toutes ses formes, qui s'exerce sur les animaux. Les rabaisser à un choix personnel, à un régime alimentaire ou à une mode revient à dépolitiser aussi bien la question de l'exploitation animale que la question de l'alimentation des êtres humains à l'heure de la crise écologique. Rappelons que le premier acte public de la commission cause animale du NPA-l'Anticapitaliste a été la signature d'une tribune unitaire contre l'utilisation d'animaux (chiens ou chevaux) au service de la répression du mouvement contre la réforme des retraites de 2023.

SORTIR DE LA RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE

La critique que nous portons se situe ailleurs. Comme le dit Marco Maurizi, le problème de l'éthique animale est qu'elle ne s'occupe que de propositions philosophiques et ne parle que

des justifications du spécisme. Selon lui, le système de domination des animaux est décrit « en se raccrochant au discours moral, au lieu de le critiquer d'un point de vue social et historique afin d'en tirer un concept politique du spécisme ». En effet, le spécisme est avant tout vu comme comme une « position éthique » (Tom Regan) ou un « préjugé ou attitude de parti pris » (Peter Singer).

Cette approche renvoie à une responsabilité individuelle et à

des comportements qu'il suffirait de modifier, au prix d'injonctions culpabilisantes. Or l'action individuelle se heurte nécessairement aux structures matérielles de la société et ne mettra pas fin aux processus sociaux qui

rendent possible la consommation d'animaux et l'encouragent. Compte tenu des intérêts économiques en jeu (le marché de la viande et des produits laitiers pesant près de 82 milliards d'euros en 2024 rien qu'en France selon le ministère de l'agriculture), la consommation végétane ne représentera jamais qu'un segment marginal du marché. Sa généralisation paraît hors de portée tant son coût social est important. En outre, il est illusoire d'imaginer que les animaux pourront être libérés dans une société qui resterait traversée par différentes formes d'exploitation et d'oppressions sans qu'il soit simultanément mis fin à celles-ci.

Enfin, l'approche morale ne permet pas « d'appréhender le spécisme dans ses dimensions sociale, culturelle, institutionnelle, économique [ni] la manière dont le spécisme s'organise dans nos sociétés, ni à expliquer sa persistance à travers espace et temps » (Sarah Zanaz). Elle ne dit rien, non plus, des intérêts qui façonnent et entretiennent les préjugés, au niveau individuel comme collectif : pour qui et dans quel but sont exploités et mis à mort les animaux ?

PAS DE SOCIALISME SANS LES ANIMAUX

Dans une approche matérialiste et radicale, nous voyons dans le spécisme non pas seulement une idéologie mais une « structure sociale/matérielle d'exploitation fondée sur des intérêts matériels économiques et de pouvoir » (Marco Maurizi), qui « transcende la seule responsabilité individuelle » (Sarah Zanaz). Selon Maurizi, cette structure est constituée des pratiques économiques et sociales transformant les animaux en marchandise (et, pouvons-nous ajouter, dans lesquelles les animaux se produisent eux-mêmes en marchandise à travers la sélection des espèces les plus productives et la reproduction des individus). Cette transformation inclut la délégation des tâches, particulièrement sordides, de tuerie et de dépeçage à des travailleuses qui n'ont pas d'autres choix. Sarah Zanaz ajoute à cet ensemble économique et social les sous-systèmes culturels (les éléments qui produisent et légitiment le spécisme) et institutionnels (la production des normes qui rendent ses pratiques légales).

Ces pratiques sont inhérentes à la

« La valeur d'échange de la marchandise animale n'efface pas seulement les rapport sociaux qui l'ont produite, comme les autres marchandises. Elle efface également l'individualité et les caractéristiques propres de chaque animal, que l'on ne distingue plus derrière les objets issus de leur corps. »

valorisation et à l'accumulation sans limite du capital car les animaux sont pris dans le rapport d'appropriation de la nature et du vivant qu'il impose. Plus encore, elles en sont une composante nécessaire, puisque le capital ne peut pas renoncer à cette appropriation, condition de l'apparition d'un surplus et des classes sociales. Dans le cas des animaux, cette appropriation prend une forme particulière, celle de l'assujettissement par la violence directe et brutale de toute leur existence, programmée de la naissance à la mise à mort. Le fétichisme de la marchandise atteint son paroxysme. La valeur d'échange de la marchandise animale n'efface pas seulement les rapports sociaux qui l'ont produite, comme les autres marchandises. Elle efface également l'individualité et les caractéristiques propres de chaque animal, que l'on ne distingue plus derrière les objets issus de leur corps.

L'État joue ici un rôle majeur, et pas seulement dans l'élaboration des normes juridiques qui encadrent le droit de disposer librement de la vie des animaux et de la détruire. Il a parfaitement saisi la portée subversive de la question animale. Il ne donne aucun statut juridique aux refuges et sanctuaires pour animaux libérés de l'élevage. Il réprime féroce-ment les militant-es s'attaquant directement aux lieux-mêmes de la domination, à l'instar de ceux ayant participé à une action simultanée de blocage d'abattoirs cet été. Il s'est doté d'un service de renseignement, la cellule Déméter, alliant la gendarmerie et la FNSEA, pour surveiller les « actions de nature idéologique » des associations écologistes et animalistes. Il se pose en gardien de l'ordre établi et désigne l'ennemi : dans son



« Plan renforcé de reconquête de notre souveraineté sur l'élevage » présenté en février 2024, le gouvernement d'alors annonçait vouloir « combattre les attaques injustifiées menées à l'encontre de l'élevage, souvent mues par une idéologie visant à la fin de la relation homme-animal connue jusqu'alors ».

« Les animaux ne sont ni des valeurs d'échange, ni des valeurs d'usage. Ils ont comme nous un intérêt à se débarrasser de la base matérielle, productive, qui les opprime, pour que chacun·e, humain·e ou non, puisse vivre, devenir, s'épanouir. Ce combat rejoint celui du prolétariat contre la société de classe. »

notre solidarité, et non les seules considérations sur l'appartenance des êtres humains au règne animal. C'est le choix de l'élargissement de l'horizon d'émancipation que nous portons et qui ne peut se réduire aux seuls être humains, pour

la construction de relations fondées sur autre chose que l'appropriation, la marchandisation, la violence, la mise à mort. C'est aussi le choix de la cohérence, car aucune société ne pourra se dire émancipée tant que sera maintenue une forme de propriété, même collective, impliquant de priver de liberté, d'exploiter et de mettre à mort des milliards d'êtres sentients chaque année, et d'employer des travailleuses et des travailleurs à les tuer. Les animaux sont nos camarades et le communisme, comme expression de cette solidarité, ne se fera pas sans eux. □

Références

- Le NPA-l'Anticapitaliste s'engage pour les animaux. *L'Anticapitaliste*, n° 760, 2025
- Anonyme, Bêtes de somme, capitalisme, animaux et communisme. 1999.
- Dalila Awada, Si la justice exclut les animaux, elle demeure partielle. *Ballast*, 2019/
- Christiane Bailey, Le capitalisme, les animaux et la nature chez Marx. 2016.
- Coralie Chovino, Sur Instagram, elles montrent qu'être végétarien n'est pas qu'un « truc de Blancs ». *Bondy Blog et Reporterre*, 2025.
- Martin Gibert, Voir son steak comme un animal mort : véganisme et psychologie morale. *Lux Editeur*, 2015.
- Melanie Joy, Why we love dogs, eat pigs, and wear cows : an introduction to carnism. *Red Wheel*, 2020.
- Dario Manni et Marco Maurizi, Politiques de la relation, *Comune-info*, 2022.
- Dario Manni et Marco Maurizi, Animaux et capital, *Comune-info*, 2023.
- Marco Maurizi, Il popolo degli animali (Le peuple des animaux). *Mincione Edizioni*, 2022
- Tom Regan, Les droits des animaux, Hermann, 2013
- Réjane Sénac, Comme si nous étions des animaux. *Seuil*, 2024.
- Peter Singer, La libération animale. *Éditions Payot & Rivages*, 2024.
- Sarah Zanaz, Spécisme systémique, plus qu'une position éthique individuelle, le spécisme est un système. *L'Amorce*, 2020.

Réduction massive de la consommation de viande et élevage paysan

COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

La destruction massive du vivant qui s'accélère tous les jours vient bousculer nos luttes et nos revendications. Dans ce cadre, la prise en compte de l'ensemble du vivant dans la lutte contre l'exploitation et les oppressions renforce nos analyses mais peut aussi créer des fractures qu'il est nécessaire de discuter.

Végétalisation de l'alimentation, souffrance animale, soin au vivant humain et non humain, préservation de la biodiversité... le NPA s'inscrit pleinement dans ce débat. Dans cet objectif, ce texte propose de revenir sur la réalité de l'élevage industriel, sur la possibilité de l'élevage paysan et d'esquisser les lignes d'un programme en matière agricole et alimentaire.

L'ÉLEVAGE DOMINANT : L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL

Marx écrivait au 19^e siècle, au début de l'industrialisation de l'agriculture, que le capitalisme ne se développe qu'en sapant en même temps « la terre et le travailleur ». Aujourd'hui nous devons élargir ces deux termes aux travailleuses d'une part et à l'ensemble du vivant, dont évidemment les animaux.

Ce système appréhende les animaux à la fois comme moyen de travail exploitable et comme une marchandise à valoriser pour créer de la valeur et des profits. Si les animaux sont exploités pour produire différentes matières et aliments (cuir, laine, graisse, produits laitiers...) c'est surtout sur la viande que porte l'offensive du lobby de l'élevage industriel, qui s'appuie sur l'image de vigueur et de force, dans une approche viriliste où la viande devient un symbole de la masculinité. Il place la viande au centre de l'alimentation, en vantant sa valeur nutritionnelle, en particulier son apport en protéines indispensables à l'organisme. La viande est ainsi hyper valorisée au détriment des végétaux appréhendés comme une nourriture de second choix, pour les « écolos bobos des villes ».

La logique capitaliste appliquée aux activités agricoles ou de pêche implique d'organiser la production pour en tirer de plus en plus de profits. Elle aboutit à installer les élevages dans des super-structures¹ hors sol, gérées selon des méthodes industrielles et concentrationnaires. Ce système ultra-productiviste fait fi de la souffrance des bêtes qui n'ont pas la place de bouger et dont la vie est écourtée pour les besoins du marché. L'abattage est réalisé dans des conditions de cruauté intense, où les travailleuses et travailleurs des abattoirs subissent une pression et une souffrance au travail énormes.

De plus, ces élevages « intensifs » ont un impact environnemental destructeur : le méthane, puissant agent du réchauffement climatique (l'élevage est responsable d'environ 14,5 % des émissions mondiales de GES), le gaspillage d'eau et sa pollution (les déjections animales et les effluents d'élevage contaminent les nappes phréatiques, les cours d'eau et contribuent à leur eutrophisation), la désertification (un des premiers moteurs de la déforestation, notamment en Amazonie, au Cerrado brésilien ou en Indonésie.).

Dans le monde, 70 % de la surface agricole est utilisée pour nourrir du bétail, soit directement soit en produisant des céréales pour les nourrir. L'agro-industrie de la viande est un des moteurs principaux de la déforestation pour faire de la monoculture de céréales. Au lieu de nourrir directement des humains, ces céréales et l'eau nécessaires à leur culture nourrit du bétail pour ensuite nourrir des humains. Alors que plus de 2,5 milliards

de personnes dans le monde n'ont pas les moyens de se nourrir suffisamment et sainement, la sortie de l'élevage industriel est une nécessité à la fois sociale, écologique et en défense des animaux.

Par ailleurs, dans notre pays, produire 1 kg de bœuf est devenu bien plus cher en raison du coût de l'énergie : l'électricité a quasi doublé, le gazole coûtait plus de 2€ le litre en 2022. Partout en Europe, la question de la rémunération est en jeu. Aujourd'hui dans certaines filières, les prix payés aux agricultrices et agriculteurs par les groupes de l'agro-business sont souvent inférieurs aux coûts de production. Sans parler des importations massives favorisées par les accords de libre-échange (UE, Mercosur...) qui accélèrent la concentration du capital... et produisent des GES (transports). L'essentiel de la production et de la distribution est dans les mains de multinationales sans scrupules, pour lesquelles les animaux et les plantes ne sont que des produits spéculatifs.

En outre, la concentration de milliers de bêtes, souvent issues d'une même espèce, favorise les zoonoses : la grippe aviaire pour les volailles, la DNC (dermatose nodulaire contagieuse) ou l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) pour les bovins... Ces maladies virales ou bactériennes se propagent à grande vitesse, déciment les troupeaux et menacent la santé humaine par la transmission alimentaire. Ce schéma absurde se répète : une zoonose se déclare dans un élevage, des milliers de bêtes sont abattues, le cheptel est reconstitué dans les mêmes conditions, d'où nouvelle zoonose, nouvel abattage... le cycle infernal

et morbide se poursuit.

De son côté, l'INRA poursuit ses recherches. Si de nombreuses expérimentations et innovations peuvent être utiles (médecine...) et inoffensives (création de végétaux nouveaux...), combien de découvertes sont dirigées par l'obsession productiviste ? Les OGM (organismes génétiquement modifiés) en sont un exemple. Il s'agit de transformer les animaux pour les rendre plus productifs en agissant sur la génétique, comme ces truies rallongées, pour avoir plus de mamelles afin d'allaiter plus de petits. La loi capitaliste s'infiltre y compris dans la science qui est loin d'être neutre.

Pour toutes ces raisons, la sécurité alimentaire devient un enjeu majeur auquel il faut apporter des solutions. L'élevage industriel est une des manifestations révoltantes du capitalisme extractiviste, qui réduit les animaux à des machines à produire.

L'ÉLEVAGE PAYSAN

Nous nous opposons à l'agro-industrie productiviste, en particulier à la production animale industrielle dont il est urgent de sortir. Il s'agit de sortir l'agriculture de la logique productiviste, extractiviste du capitalisme. Nous défendons une agriculture paysanne pour satisfaire les besoins et prendre soin des agro-écosystèmes, avec des paysan·nes nombreux aux conditions de vie et de travail épanouissantes. Nous participons aux luttes écosociales qui mettent en avant ces revendications et nous nous retrouvons côte à côte avec divers collectifs et organisations, notamment Les Soulèvements de la Terre et la Confédération Paysanne.

Dans ce cadre, nous soutenons l'élevage paysan.

Difficile à définir en une phrase, l'élevage paysan comprend néanmoins des caractéristiques communes :

- conditions de vie en plein air et environnement respectant au mieux le bien-être animal ;
- cheptels limités, de quelques bêtes à quelques dizaines ;
- durée de vie plus longue pour les animaux ;
- filières en lien avec le circuit court local, distribution par vente directe qui dépasse le cadre de la ferme, ouvre sur la société et assure un meilleur revenu aux éleveuses et éleveurs ;
- préservation de la biodiversité : une grande partie des prairies sur la planète dépend aujourd'hui de l'élevage et ces prairies sont essentielles dans un

contexte de chute importante d'espèces, voire de disparitions. Il faut garder la campagne vivante ;

- développement du modèle « poly-culture-élevage » à petite échelle, modèle vertueux et plus autonome ;
- production naturelle de fumure et des engrais organiques dont le sol a besoin, ce qui permet de se passer de la chimie qui empoisonne les paysans, l'environnement et rend les terres infertiles voire stériles ;
- des fermes diversifiées avec plusieurs activités pour être moins vulnérables aux changements climatiques et créer des modèles liés aux territoires adjacents, respectueux des travailleuses et des travailleurs et créateurs d'emplois.

En ce sens, l'élevage paysan renforce : l'autonomie des fermes et des paysans, la logique de répartition territoriale des ateliers agricoles, le lien travail/biodiversité, la pérennité des fermes, la qualité des produits et le développement social local.

NOS PROPOSITIONS

Notre espèce, Homo sapiens, n'est pas à part. Elle doit veiller à sa vie, sa survie, tout en préservant au maximum son environnement dont les animaux et les végétaux font partie. L'élevage paysan, qui intègre plusieurs dimensions sociales, économiques et environnementales de l'activité intégrée de production est un moyen d'y parvenir. C'est pourquoi nous défendons :

- la forte diminution de la consommation de viande dont les effets négatifs sur le réchauffement climatique et sur la santé sont démontrés, compensée par une plus grande végétalisation des repas, ce qui abaisserait le coût de la nourriture et favoriserait l'installation de nombreux maraîchers non issus du monde agricole : la justice alimentaire est aussi notre combat ! Cette évolution est tout à fait viable, comme l'a démontré le NPA en tendant vers la végétalisation de l'alimentation dans ses événements publics, notamment à l'Université d'été ;
- un élevage qui respecte le bien-être animal et l'éleveuse et de l'éleveur ;
- la suppression de l'utilisation de la chimie nécessaire à l'agriculture intensive par l'utilisation des engrais organiques naturels issus de l'élevage ;
- le développement des techniques de l'agroécologie qui redonne sa vie aux sols, diversifie les paysages et diminue drastiquement les pollutions des sols,

de l'eau et de l'air ;

- l'arrêt de l'industrialisation de l'élevage, de la concentration d'animaux dans des espaces réduits, y compris dans leur transport ;
- le non-abatage systématique des troupeaux quand un individu est malade ;
- la fin de mise en culture d'espèces végétales pour les méthaniseurs plutôt que pour l'alimentation humaine et/ou animale ;
- un moratoire sur tous les projets de « fermes-usines », y compris dans la pêche et dans l'aquaculture qui participent à la destruction d'écosystèmes marins (baisse des stocks et d'espèces de poissons) ;
- le développement de coopératives, de fermes à taille réduite, l'aide à l'installation (acquisition du foncier) de petites exploitations, le soutien à un aménagement du territoire et des paysages ;
- des mesures pour améliorer les conditions de travail des femmes (très représentées dans l'élevage), des conditions de travail dignes pour les salarié·es des abattoirs (pas d'abattage intensif à la chaîne), le maintien du salaire lors des fermetures d'abattoirs et des reconversions nécessaires, voire la possibilité d'abattage à la ferme.
- la promotion et des aides pour l'élevage bio afin de favoriser une alimentation saine, pour toutes les bourses, dans le cadre d'une Sécurité sociale alimentaire ;
- le développement de la coordination, la solidarité, l'action commune au niveau international pour refuser la mise en concurrence imposée entre les paysans, éleveurs et salariés des filières de différents pays ;
- la collaboration par-delà les frontières pour développer les techniques agropastorales, les méthodes de gestion et de distribution respectant tous ces principes, notamment à travers des organisations comme Via Campesina. Telles sont les principales propositions que nous devons porter dans les mouvements sociaux pour esquisser les grandes lignes d'un programme féministe, écologique, anticapitaliste, internationaliste, en cohérence avec le Manifeste écosocialiste de la Quatrième Internationale. □

1) En 2023, 60 % des animaux étaient concentrés dans seulement 3 % des fermes d'élevage en France (plus de 200 millions de bêtes) selon Greenpeace.

Les abattoirs, une filière meurtrière à abolir

COMMISSION CAUSE ANIMALE

Alors que le secteur de l'élevage est à l'heure actuelle le plus fervent défenseur d'une agriculture productiviste et qu'il a structuré le capitalisme moderne autour de ses intérêts, il n'est plus possible, au regard du consensus scientifique sur la sentience¹ des animaux non humains, d'aborder l'agriculture sous les seuls aspects écologiques et économiques.

Nous souhaitons engager la réflexion sur ce que cachent les éléments de langages spécifiques utilisés par l'ensemble de la filière de l'élevage.

Il n'est en effet pas possible pour un parti comme le NPA-l'Anticapitaliste, qui aspire à défaire l'ensemble des systèmes d'oppression et d'exploitation, de faire sienne une vision de l'élevage comme relation entre humain-es et animaux vidée de sa dimension coercitive et violente, alors que cette relation est un statut de propriété

dans laquelle les humains sont les maîtres et possesseurs, et les animaux des individus relégués à l'état d'objet sans la moindre liberté de choix. Il n'est pas possible de dire qu'abattre un individu contre sa volonté et sans nécessité pourrait être en accord avec le fait de le respecter et de lui éviter des souffrances inutiles. Et enfin il n'est pas

possible pour notre parti de considérer qu'un service public qui aurait pour mission de réaliser cette besogne serait compatible avec une société dépourvue d'inégalités sociales, comme si la tuerie de masse d'un groupe par un autre pouvait être dépourvue d'inégalités, qu'elles soient inter-espèces ou au sein même de l'espèce humaine.

LES ABATTOIRS, UNE INDUSTRIE QUI SE CACHE

En France 3 millions d'animaux sont tués dans les abattoirs chaque jour². Cette violence est complètement occultée dans la vie quotidienne de la plupart des gens qui n'y travaillent pas, cela n'a pas toujours été si méticuleusement masqué. Si les publicités ou les étals de boucherie ne présentent que des images propres d'animaux vivants associées à des portions soigneusement découpées de leurs

corps, c'est parce que l'industrie de l'élevage n'a aucun intérêt à ce que leurs chères consommatrices soient exposées à la réalité brutale que l'on impose aux animaux. Car éprouver de l'empathie, capacité de nombreuses espèces dont la nôtre, permet de se solidariser avec d'autres individus en souffrance, qu'ils soient humains ou non,

et de choisir de ne pas participer à un acte cruel exercé sur l'autre, au point de physiquement s'y opposer.

Jusqu'au début du 19^e siècle, les animaux étaient tués dans les échoppes de bouchers, engendrant de nombreuses nuisances et problèmes sanitaires. Le sang des animaux s'écoulait dans les rues, les odeurs et les cris circulaient

dans l'air ; parfois les animaux parvenaient à fuir, mettant en danger les passants. Pour ces raisons, et dans le contexte de la révolution industrielle, des abattoirs sont progressivement construits dans la capitale puis dans le reste du pays.

S'ils étaient d'abord en périphérie des agglomérations, les abattoirs en furent peu à peu éloignés à cause de l'urbanisation croissante et grâce aux capacités techniques de réfrigération, retardant la décomposition des cadavres. Aujourd'hui au nombre de 960 en France, les abattoirs sont isolés et cachés des regards dans les campagnes. Le rappel de leur existence se fait sur la route où nous croisons les camions qui s'y rendent à toute heure, transportant leurs futures victimes entassées dans des remorques à barreaux.

UNE VIOLENCE MEURTRIÈRE EXERCÉE SUR LES ANIMAUX

Ces victimes viennent de toutes les filières de l'élevage. Que les animaux soient génétiquement sélectionnés et élevés pour leurs capacités de développement musculaire, pour leur sécrétion de lait après insémination, ou pour leur production d'œufs, tous sont destinés à une mort violente et prématurée. Car leurs capacités de production diminuent avec l'âge, et la rentabilité économique nécessite que l'on exploite leur corps dans leur entièreté. Leur mort est prématurée en comparaison des années qu'ils pourraient physiologiquement continuer à vivre. Elle est violente, pas uniquement par les conditions de leur mise à mort, mais simplement parce qu'elle leur a été imposée contre leur gré.

« Si la violence imposée aux animaux est la plus évidente lorsqu'on évoque les abattoirs, celle qui est subie par les travailleuses et travailleurs de ces usines à tuer restent souvent dans un angle mort. »

À leur arrivée tout d'abord, les animaux ne sont pas insensibles à leur environnement. Que ce soient les cris de leurs congénères ou les odeurs de sang et d'entrailles, ils comprennent que leur sort prochain est funeste et la détresse qu'ils éprouvent est visible. Ils hurlent, se débattent, certains d'entre eux parviennent à s'enfuir. Parfois même en chemin, pour échapper aux conditions horribles dans lesquelles ils sont transportés. Ils sont malheureusement souvent ratrapés et réintégrés dans la machine.

Une fois à l'intérieur, plusieurs sévices leur sont infligés suivant la réglementation officielle de « protection des animaux »³. Et leur intégration dans la chaîne de production se fait de leur vivant. Au prétexte de limiter les souffrances lors de leur mise à mort, on peut les électrocuter, les asphyxier au dioxyde de carbone, leur perforer le crâne avec un vérin pneumatique puis les pendre à des crochets plantés dans leur chair avant de les égorger pour les vider de leur sang. Aucune de ces pratiques n'est indolore et ne permet de garantir la mort instantanée. Une garantie d'autant moins certaine que les cadences sont faramineuses. En moyenne, un abattoir tue en effet 45 vaches ou 840 porcs par heure⁴.

Leurs dépouilles sont alors préparées et conditionnées pour rejoindre nos magasins, hypermarché comme boucherie artisanale.

UNE VIOLENCE SOCIALE, PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE EXERCÉE SUR LES HUMAIN·ES

Si la violence imposée aux animaux est la plus évidente lorsqu'on évoque les abattoirs, celle qui est subie par les travailleuses et travailleurs de ces usines à tuer restent souvent dans un angle mort. Car ce sont bien des usines, bruyantes, sales et puantes, dont la production se fait à la chaîne, soumettant les individus qui la font tourner à une cadence infernale. L'enseignement que nous a transmis le mouvement ouvrier nous permet de dire que de telles conditions de travail sont terriblement aliénantes et usantes physiquement. Les statistiques montrent que 9 travailleuses et travailleurs d'abattoirs sur 10 ont souffert de trouble musculo-squelettiques et qu'à un poste d'abattage, le risque d'accident du travail est 4 fois supérieur à la moyenne nationale.



Rassemblement contre l'inaction de la COP26 à Paris, 6 novembre 2021
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Mais on oublie aussi que l'acte de tuer est en lui-même source de souffrance psychologique. La détresse que vivent les employé·es des abattoirs se traduit par de nombreux troubles tels que l'anxiété, la paranoïa, la dissociation ou la dépression⁵. Ils et elles subissent également un stress post-traumatique important, dont les symptômes sont identiques à ceux que des militaires peuvent subir après avoir tué ou infligé des souffrances à d'autres personnes. Isolés des centres urbains ou des sites industriels, les abattoirs sont aussi isolés des organisations syndicales. Ce sont des usines qui ont un taux de turn-over extrêmement élevé et qui ont recours à l'intérim, à des personnes immigrées et souvent sans-papiers. Ces personnes dont les capacités à s'organiser sont sapées par leur précarité, leur méconnaissance de la législation ou de la langue du pays en sont exploitées d'autant plus violemment⁶.

FERMONS LES ABATTOIRS, CONVERTISSONS LES EMPLOIS

Si au cours d'un processus révolutionnaire, nous sommes en mesure d'imaginer la réorganisation de certains secteurs industriels nécessaires à la société pour en exclure l'exploitation violente, l'activité meurtrière même des abattoirs en font une filière à abolir complètement.

Les abattoirs sont un lieu charnière des systèmes d'exploitation que sont le spécisme et le capitalisme. On oblige un groupe à en massacrer un autre. Les

massacrés le sont sans nécessité. Notre alimentation ou nos vêtements ne nécessitent pas de produits d'origine animale, du moins pas dans nos pays riches. Les employé·es des abattoirs y travaillent par nécessité économique, et fuient le lieu dès que possible avec de terribles séquelles.

Comment pourrions-nous dans notre projet que l'on considérerait communiste, tolérer que des individus soient tués et que d'autres individus soient forcés de mener la sale besogne afin de servir les intérêts d'un groupe social, par définition dominant ?

C'est pourquoi nous devons revendiquer et œuvrer à la fermeture des abattoirs et la conversion des emplois vers des secteurs utiles qui ne nuisent ni à la planète, ni aux humains, ni aux autres animaux. □

1) Pour un être vivant, capacité à ressentir les émotions, la douleur, le bien-être, etc., et à percevoir de façon subjective son environnement et ses expériences de vie (définition du Larousse). Depuis la déclaration de Cambridge en 2012 qui acte un consensus scientifique mondial, ce concept n'est plus en débat, même s'il continue à être enrichi constamment.

2) L214, Nombre d'élevages et d'abattoirs en France. Site l214.com.

3) Ministère de l'agriculture, de l'agoralimentaire et de souveraineté alimentaire, La protection des animaux à l'abattoir. Site agriculture.gouv.fr, 28 février 2019.

4) L214, Conditions de travail et santé des ouvriers d'abattoirs. Site : viande.info.

5) Tani Khara, Animals suffer for meat production – and abattoir workers do too. *The conversation*, 4 février 2020.

6) Ella McSweeney and Holly Young, The whole system is rotten : life inside Europe's meat industry. *The Guardian*, 28 septembre 2021.

Sortir l'antispécisme des marges

PHŒBÉ MENDES

Si aujourd'hui la plupart des personnes se disent opposées à la maltraitance animale et contre l'élevage intensif, ce n'est guère parce qu'il existerait une volonté collective de changement. Bien que ces opinions ne soient plus admises au sein de notre société, la majorité des gens reste en faveur de l'abattage. Force est de constater que l'idée qu'un animal puisse être tué dignement perdure... Alors, comment faire pour que cesse cette production massive et à grande échelle de la mise à mort d'innombrables êtres sentients ?

La « question animale » n'a jamais autant été abordée, jamais il n'y a eu autant d'associations, d'organisations politiques ou encore d'individus faisant la promotion du véganisme. Pourtant, le nombre d'animaux tués chaque année ne faiblit pas. Plus de 164 millions d'animaux terrestres et plus de deux milliards d'animaux marins sont abattus chaque jour à travers le monde. Face à l'ampleur de l'hécatombe et à la mise en déroute de toute action visant à mettre fin au carnage, le sentiment d'être enfermé dans une impuissance politique nous gagne aisément.

Tout d'abord, si les catégories d'humanité et d'animalité sont des constructions sociales, leur historicisation est alors indispensable pour comprendre les conditions de leur émergence et leurs usages. Le spécisme, qu'il soit compris comme une discrimination, une idéologie ou un système d'oppression, n'a pas existé de tout temps, partout dans le monde, de façon homogène et selon les modalités actuelles. Certes, la domination des humains sur les autres

animaux est antérieure à l'émergence du capitalisme. Cependant, la répétition systématique de cette assertion échoue à rendre intelligibles les mécanismes à l'origine du décuplement de la puissance de mort qu'il exerce sur les animaux.

LE CAPITALISME : ENNEMI PRINCIPAL DES ANIMAUX

Partons donc de « l'analyse concrète d'une situation concrète » : à qui et à quoi sert le spécisme ? Qui en sont

« Penser la société contemporaine comme un espace où l'humain se serait arrogé une place au sommet d'une pyramide qui aurait pour base les animaux dits d'élevage est une manière tronquée de se représenter le monde. »

les principaux promoteurs aujourd'hui ? Peter Singer, loin d'être un philosophe marxiste, évoquait déjà dans son ouvrage phare *Animal Liberation* le rôle prépondérant des fermes-usines et, par extension, de l'industrie agroalimentaire, ainsi que de la recherche biomédicale dans le sort réservé aux animaux. Nous

aurions tort de croire que le spécisme bénéficierait à tous les humains de façon égale. Penser la société contemporaine comme un espace où l'humain se serait arrogé une place au sommet d'une pyramide qui aurait pour base

les animaux dits d'élevage est une manière tronquée de se représenter le monde. De quel humain parle-t-on ? Réifier l'humanité en une catégorie unique et homogène qui ne serait pas travaillée par des divisions de race, de classe et de genre est un geste erroné. Alors, quels groupes humains auraient davantage intérêt à faire perdurer l'exploitation animale ? Les capitalistes. Pointer du doigt l'humanisme comme étant le principal responsable de tous les maux des animaux est, dans le contexte actuel, au mieux inexact, au pire fallacieux. L'humanisme a été (et est encore) le théâtre de toutes les justifications de la supériorité de l'humain sur les autres espèces animales, mais il est dans le même temps, et c'est tout le paradoxe, le point de départ du développement massif de luttes pour l'émancipation. Si l'humanisme est venu répondre à une reconfiguration des rapports matériels de production et donc des rapports sociaux, il est incontestablement un espace dont on ne peut faire l'économie pour penser l'émancipation humaine et animale. Le problème n'est pas l'humain, mais le fonctionnement de la société humaine sous l'emprise capitaliste. Le problème n'est pas l'humanisme, c'est le capital. La perpétuation de la mise à mort des animaux dits d'élevage en raison de leur marchandisation et, par la même occasion, la destruction des conditions d'habitabilité de la Terre sont le fait du Capitalocène et non de l'Anthropocène. La main humaine n'est que le

moyen de médiation entre l'animal et le capital.

Les modalités de défense des animaux mises à notre disposition aujourd'hui (à savoir le droit, les normes, les mœurs ou encore les recours institutionnels) ont montré leur incapacité à mettre en déroute l'industrialisation de la mise à mort et s'avèrent, à ce jour, insuffisantes pour mettre fin au massacre. Et pour cause, il s'agit là des superstructures produites par la société capitaliste. Dans ces conditions, mettre un terme à l'élevage sans mettre fin à la marchandisation du corps des animaux est impossible, c'est notre système de production qu'il faut transformer dans son ensemble, sans quoi l'idée « d'abolir l'élevage » restera au stade de l'incantatoire. Mais changer la société nécessite d'en comprendre le fonctionnement ; l'antispécisme ne peut donc se permettre de faire l'économie de la compréhension des logiques du capital (qui est compris ici comme un rapport social). Comme le disait Marx, « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'[étant] que l'histoire de luttes de classes », l'antispécisme restera cantonné aux marges des luttes sociales s'il ne se donne pas les moyens de convaincre les forces progressistes (institutionnalisées ou non) du bien-fondé de ses revendications et du caractère éminemment émancipateur qu'il porte pour les animaux humains et non humains.

MARXISER L'ANTISPÉCISME

« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », affirmait Lénine. Seulement voilà, les fondements théoriques de l'antispécisme sont issus de la philosophie idéaliste. Or, penser que ce sont les idées qui déterminent le réel et non les conditions matérielles d'existence qui créent la pensée est une erreur. Et pour que la gauche parle la langue de l'antispécisme, il faudrait que cette langue soit celle de la mise à l'action, c'est-à-dire celle du matérialisme. Le spécisme marche visiblement sur la tête, il s'agirait de le remettre sur ses pieds. Il est la conséquence et non la cause de la domination des humains sur les autres animaux. Ces derniers ne sont pas exploités parce qu'infériorisés (ou non-humains), ils sont infériorisés (ou animalisés) parce qu'ils sont exploités, parce que produits et reproduits comme des marchandises. Le spécisme

vient justifier cette infériorisation, il ne la produit pas.

La transformation de la société ne s'obtenant que par la lutte, construire l'hégémonie de la question antispéciste au sein de notre camp social apparaît comme primordiale, chose impossible dans le cadre d'une analyse idéaliste de l'oppression des animaux, c'est-à-dire d'une compréhension individuelle et morale du problème et des solutions qui permettraient de le résoudre. Un antispécisme sans théorie matérialiste est un antispécisme qui échouera, car il ne sera pas en mesure de comprendre les rouages du système qui broie les vies animales (et humaines). Les ouvrages *Beyond Nature*, *Animal Liberation*, *Marxism, and Critical Theory* du philosophe italien Marco Maurizi ou encore *Animals and Capital* du théoricien australien Dinesh Wadiwel sont éclairants à cet égard. Nous rejoignons Maurizi lorsqu'il dit : « La libération animale sans la libération humaine est aveugle, la libération humaine sans la libération animale est vide ».

POUR UN ANTISPÉCISME POLITIQUE

La pratique du véganisme (et des végétarismes) occupe aujourd'hui une place centrale au sein de l'espace de « la cause animale » et s'est imposée depuis plusieurs années déjà comme la condition *sine qua non* d'un engagement antispéciste dénué de toute « dissonance cognitive ». Cette mise en cohérence entre valeurs et pratiques peut donner l'impression de ne plus participer, ou du moins de ne plus être responsable de la mort de milliers d'animaux. Car « si tu ne consommes pas, tu ne finances pas le système ».

Au-delà du fait de psychologiser un phénomène global, donc d'individualiser un problème social, la question de la production reste, dans cette situation, aux abonnés absents. Or, le mode de production capitaliste ayant subsumé l'ensemble des rapports

sociaux à des fins d'accumulation du capital, chaque aspect de la vie des animaux se retrouve également régi par ce système qui les fait naître et qui les tue. Par ailleurs, même le « boycott » végane le plus strict ne pourrait se targuer d'une non-participation financière à l'intégralité des entreprises qui bénéficient de la mise à mort des animaux dits d'élevage. En raison de la forme capitaliste des groupes agroindustriels, il n'existe pas de consommation éthique en dehors de l'auto-production. La connaissance fine des logiques du

capital, permise par les travaux des auteur·rices marxistes, invite à l'humilité à cet égard.

Concentrer l'énergie militante sur le fait de convaincre les autres de changer leur mode de vie nous enferme dans une impasse politique dont pâtit l'antispécisme depuis bien trop longtemps maintenant et nous empêche, par la même occasion, de penser la transformation de la société dans son ensemble. Si la promotion du véganisme constitue un enjeu fondamental de la bataille culturelle, elle n'est ni une *praxis* révolutionnaire, ni un moyen de viser l'hégémonie auprès de nos camarades. Alors c'est vrai, nous ne jouons pas à armes égales face

« Plus de 164 millions
d'animaux terrestres et
plus de deux milliards
d'animaux marins sont
abattus chaque jour à
travers le monde. Face à
l'ampleur de l'hécatombe
et à la mise en déroute
de toute action visant à
mettre fin au carnage, le
sentiment d'être enfermé
dans une impuissance
politique nous gagne
aisément. »

à un système en reconfiguration permanente qui ingurgite toute forme de contestation pour les régurgiter dans un format libéral dont il peut s'accommoder sans grande peine. Mais il est encore temps d'empêcher la domestication de la lutte antispéciste. Pour ce faire, il faudrait peut-être commencer par cesser les accusations *ad hominem* de « carniste » ou de « spéciste », sans quoi le milieu antispéciste continuera de fonctionner en vase clos, centré sur ses propres centres d'intérêt théoriques et pratiques, en regrettant d'être encore et toujours « l'orphelin de la gauche ». Pour éviter le piège tendu par l'antispécisme moral, il n'y a pas d'autre solution que de construire un antispécisme politique.

QUE FAIRE ?

Alors, il est vrai qu'entre les organisations de gauche hermétiques à la question animale et le seul parti antispéciste français qui pense faire de la politique en vendant des hamburgers véganes à la fête de l'Huma, la tâche s'annonce ardue. Toutefois, on ne peut pas se plaindre indéfiniment de l'absence des revendications antispécistes au sein des organisations politiques de gauche si les antispécistes ne s'y investissent pas massivement. Sans antispécistes dans les organisations politiques, pas d'organisations politiques antispécistes. Sans antispécistes dans les luttes, pas de luttes antispécistes. Il s'agirait de sortir du confort des « *vegan places* » et d'atterrir dans le réel. La majeure partie des gens ignore ce qu'est l'antispécisme (et encore

plus le sentimentisme). Et si la sentence s'avère être la meilleure réponse scientifique à nos questionnements sur la vie animale, elle ne peut néanmoins constituer l'alpha et l'oméga d'un projet de société émancipateur pour tous·tes.

L'heure n'est plus à l'indignation face à une réalité qui ne correspond pas à l'idéal antispéciste, l'heure est à se salir les mains. Alors oui, aucune association, aucun parti et aucun syndicat n'est parfait, mais refuser de s'y investir sous prétexte qu'ils ne seraient pas antispécistes ne nous permettra pas d'atteindre l'hégémonie de nos idées au sein de la gauche.

C'est également le moment de repenser drastiquement nos pratiques militantes : il faut en finir avec l'obligation d'être végane pour participer à une action, quelle qu'elle soit, sous prétexte qu'une personne ne pourrait pas à la fois « faire partie du problème » et œuvrer à sa résolution. Cette idée et les usages qui en découlent témoignent d'une méconnaissance totale du processus par lequel les personnes se mettent au véganisme

et des conditions permettant le maintien (ou non) de ce mode de vie dans le temps. Ce type de pratiques est un obstacle à la construction d'alliances avec les forces de gauche. Le problème n'est pas que les gens consomment

individuellement de la viande, c'est qu'il y en ait en vente dans les rayons des supermarchés. Alors, lisons et relisons les marxistes, intéressons-nous aux revendications des travailleuses et travailleurs d'abattoirs et voyons comment nous pouvons amplifier leur voix. Organisons de réelles campagnes de boycott en nous concentrant sur des cibles jugées collégialement comme prioritaires, avec une date de début et de fin, en proposant à des organisations de gauche

de s'engager à y participer. Proposons-leur également de se joindre à nous lors d'événements symboliques comme les « nuits debout devant les abattoirs », qui sont des moments importants permettant de remettre les lieux de mise à mort des animaux au centre de l'attention politique et du débat médiatique. Ces actions seraient davantage relayées si elles étaient plus massives. Enfin, battons-nous pour la végétalisation de l'alimentation dans toutes les cantines collectives du pays. Là où d'autres mouvements (par exemple féministe et antiraciste, pour ne citer qu'eux) ont réussi à imposer par leurs luttes l'idée que sans elles l'émancipation collective serait caduque, l'antispécisme doit encore convaincre. Les abattoirs ne fermeront ni demain ni après-demain dans un monde où l'antispécisme reste marginal parce qu'en partie coupé des autres luttes émancipatrices. Alors, sur le long chemin qu'il reste à parcourir, l'anticapitalisme est un carrefour à emprunter d'urgence, pour y forger des alliances. □

« D'autres mouvements

(par exemple féministe

et antiraciste, pour ne

citer qu'eux) ont réussi

à imposer par leurs

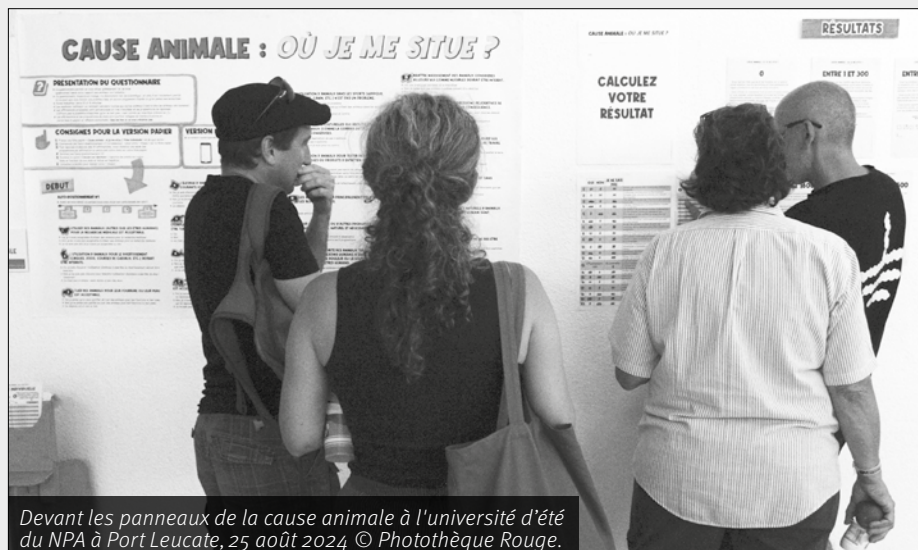
luttes l'idée que sans

elles l'émancipation

collective serait caduque,

l'antispécisme doit encore

convaincre. »



Devant les panneaux de la cause animale à l'université d'été du NPA à Port Leucate, 25 août 2024 © Photothèque Rouge.

Antispécistes contre l'extrême-droite ?

INTERVIEW DE FLORENCE DELLERIE ET MATHILDE MILLAT*

Si le rapport aux « animaux » est souvent dépolitisé, la tribune « Antispécistes contre l'extrême droite », qui a réuni de beaucoup de signataires situe politiquement la cause animale. Pour prolonger et expliciter la compréhension de cet enjeu, nous avons organisé un dialogue avec Mathilde Millat qui est collaboratrice parlementaire et milite au NPA-l'Anticapitaliste et Florence Dellerie qui est autrice, illustratrice et créatrice du site QuestionsAnimalistes.com

En juin 2024, Florence Dellerie était une des initiateurices de la tribune « Antispécistes contre l'extrême droite », signée par 600 personnalités, militant-es, associations et collectifs. Mathilde Millat faisait partie des signataires.

À quel besoin répondait cette tribune dans le contexte des élections législatives et en quoi est-elle toujours d'actualité ?

Florence Dellerie. L'intention était d'agir dans un contexte de possible accession au pouvoir du RN. Une situation dont la gravité nous a incité-es à faire notre possible pour nous mobiliser et appeler à agir sans ambiguïté. Cette tribune répondait aussi au besoin de montrer que le spécisme — système de domination qui postule une hiérarchie entre humains et autres animaux, conduisant à octroyer des privilèges aux premiers au détriment des seconds — est particulièrement alimenté par les thèses suprémacistes au fondement de la pensée d'extrême droite. Nous voulions dévoiler de quelle manière l'extrême droite s'attaque aux plus vulnérables, animaux compris. Enfin, il nous a semblé nécessaire de rappeler qu'il existe un front antifasciste actif dans les luttes antispécistes.

Cette tribune est encore d'actualité car le spécisme structure toujours profondément nos sociétés et nos pensées politiques, et parce que nous assistons à une poussée de l'extrême droite plus forte que jamais, en France comme dans le reste du monde.

Mathilde Millat. Pendant trop longtemps la question animale et la

lutte antispéciste se sont construites en dehors du champ politique classique. D'un côté, par le rejet de la gauche de traiter ces questions-là, mais aussi par la jeunesse du mouvement qui n'a pas su ou voulu avoir un ancrage à gauche. Le but de cette tribune était à mon sens double : ramener la question antispéciste dans les revendications et les préoccupations du champ de l'émancipation, et politiser davantage la question animale par une ligne clairement antifasciste. Le moment de la dissolution après la victoire du RN aux élections européennes a été un moment de bascule. La volonté de mettre le RN au pouvoir était criante, et la création du Nouveau front populaire en est la démonstration : l'unité sur un programme de rupture était la seule issue pour barrer la route de Bardella à Matignon. Nous, antispécistes, pensions que dans cette union de la gauche, notre voix comptait pour faire de la question animale un enjeu central du programme de rupture. Prendre en compte les intérêts des animaux non humains, c'est justement rompre avec l'ordre hiérarchique et arbitraire qui structure le monde actuel.

La tribune explique que le spécisme se nourrit des idées défendues par l'extrême droite. Comment l'extrême droite française se positionne-t-elle sur la question animale ?

M. M. Comme sur beaucoup de sujets, l'extrême droite est ambivalente sur la question animale. Ce n'est pas une



Florence Dellerie et Mathilde Millat © NPA-A.

question simple pour le RN, qui doit jongler entre la défense des chasseurs et des traditions, tout en tentant de répondre, au moins partiellement, à une sensibilité croissante à la cause animale. Car les enquêtes d'opinion le montrent régulièrement : une large majorité de Français-es se dit favorable à une meilleure protection des animaux, qu'il s'agisse de chasse, d'élevage intensif ou de corrida par exemple.

En revanche, le RN s'oppose clairement à l'antispécisme : Jordan Bardella parle même de « menace civilisationnelle ». En 2018, le député Louis Aliot interpellait le ministère de l'intérieur à ce sujet, montrant comment le RN voit en l'antispécisme une vraie menace pour leur projet politique et leur vision du monde. Intitulée « Combattre les dangers du véganisme et de l'antispécisme », la question écrite au gouvernement nous donne à voir un navrant spectacle : tout en dénonçant l'antispécisme comme une nébuleuse « mal connue d'individus radicalisés »



qui voudraient interdire toute la consommation de viande animale, poisson, produits laitiers, il décrit l'antispécisme comme « *idéologie nihiliste, contenant en elle des ferments totalitaires et liberticides importants* », jusqu'à dire que « *certaines "vegans" tombent dans l'action terroriste ou para-terroriste pour imposer leur mode de vie à la population par la peur* ».

On voit bien que l'extrême droite défend l'ordre spéciste car il est fondé sur une vision de la société qui est compatible avec le fascisme. Que ce soit par la volonté de maintenir des frontières entre les catégories sociales (homme/femme, animal/humain, etc.), de préserver un ordre hiérarchique où cer-

tains individus auraient des droits naturels (sur d'autres humains, sur la nature, sur les animaux) par l'essentialisation des catégories sociales pour préserver cet ordre. À cela, nous pouvons ajouter l'hostilité envers la science et la défense des modes de vie « traditionnels ».

F. D. Revenir à la fois sur les fondements de la pensée d'extrême droite et sur ceux de la pensée antispéciste permet de mieux percevoir l'incompatibilité totale entre les deux.

L'extrême droite défend une vision

hiérarchique du monde et l'idée qu'il existerait des individus ou des groupes intrinsèquement supérieurs à d'autres. Elle valorise des politiques inégalitaires : suprémacisme, restriction des droits des étrangères et des étrangers, des femmes et minorités de genre... Elle promeut l'anthropocentrisme, l'ethnocentrisme et les frontières, que ces

dernières séparent les humains entre eux ou les humains des autres animaux. L'antispécisme est égalitariste : il s'oppose à l'anthropocentrisme, aux hiérarchies. Il ne nie pas les différences existant entre certains groupes ou individus, mais ne considère pas que ces différences sont pertinentes pour justifier une considération moindre.

L'extrême droite est conservatrice. Ses représentant-es peuvent se déclarer « *attachée-es au bien-être animal* », notion suffisamment vague pour ne pas toucher au spécisme en profondeur, mais tout changement racinaire de notre rapport aux animaux est perçu comme une menace. Les traditions spécistes sont par ailleurs défendues au nom de l'identité.

L'antispécisme est un progressisme. Il est même révolutionnaire : il pro-

« L'antispécisme est un progressisme. Il est même révolutionnaire : il propose de rebattre les cartes de notre relation aux autres animaux en ne les considérant plus comme de la matière première, mais comme des sujets. Cela implique de faire évoluer des traditions telles que la corrida, les combats de coqs ou la chasse, largement défendues à l'extrême droite. »

pose de rebattre les cartes de notre relation aux autres animaux en ne les considérant plus comme de la matière première, mais comme des sujets. Cela implique de faire évoluer des traditions telles que la corrida, les combats de coqs ou la chasse, largement défendues à l'extrême droite.

L'extrême droite promeut les discriminations. Peu importe que des individus souffrent ou tiennent à leur vie et à leur liberté : d'autres critères arbitraires, tels que la nationalité, l'origine réelle ou supposée, l'appartenance religieuse, etc. seront

retenus, plus ou moins explicitement, pour tenter de justifier des traitements inégalitaires.

L'antispécisme est un refus du principe de discrimination arbitraire : il énonce qu'il est injustifiable d'exclure de notre considération certains individus à cause de l'espèce à laquelle ils appartiennent.

Tous ces points montrent que la pensée d'extrême droite abreuve le spécisme de façon spécifique, profonde, racinaire.

En 2022, pour la campagne présidentielle, le RN a sorti un livret sur la protection des animaux. Comment s'en sert-il dans son agenda de dédialisation ?

F. D. Tout en se déclarant opposé à la « maltraitance », le RN échoue à proposer une réelle évolution de notre rapport aux animaux. La question n'est jamais étudiée de façon racinaire, les filières de l'exploitation (élevages, laboratoires...) et les traditions (chasse, corrida...) sont farouchement défendues et les mesures annoncées sont souvent de l'ordre du symbole, de la répression ou de la surveillance, mais ne relèvent jamais d'un changement de paradigme. La végétalisation des cantines est ainsi perçue comme une concession intolérable accordée aux personnes ne mangeant pas de cochon pour des raisons religieuses et systématiquement conspuée par l'extrême droite.

La critique de l'abattage sans étourdissement tient historiquement une place conséquente dans les discours d'extrême droite. Mais comment la croire réellement motivée par un souci de « dignité animale » comme l'a prétendu Jordan Bardella, alors que le RN défend la corrida et n'évoque jamais les mises à mort sans étourdissement qui sont la norme pour quasiment l'ensemble des animaux aquatiques ? Tout indique qu'un agenda raciste, plus spécifiquement islamophobe, motive cette question.

Marine Le Pen a fait de ses chats l'une de ses tactiques-clés de dédialisation. Parmi les exemples, son arrivée à Matignon le 3 octobre 2025 avec une caisse de transport contenant un chaton. Certains médias ont commenté une scène « insolite » en rappelant que Le Pen n'avait pas eu d'autre choix que d'amener avec elle ce « bébé incapable de se nourrir tout seul ». Tout cela participe à rendre le RN sympathique et à adoucir l'image de ses figures de proue. Là encore, l'imposture est totale, puisque Le Pen provoque volontairement des naissances de chats dont elle tient à perpétuer la race alors que les refuges débordent.

La pratique, qui passe pour un hobby inoffensif, entretient l'idée que les animaux sont des propriétés dont on peut faire commerce, doctrine qui constitue l'un des piliers les plus tenaces du spécisme.

M. M. L'extrême droite ne dit jamais à l'avance ce qu'elle fera une fois au pouvoir. Cette stratégie permet donc de se retrouver avec un livret comme celui-ci, où au-delà de la manœuvre grossière où on voit Marine Le Pen posant fièrement

à côté de chèvres ou de lapins, le RN tente de faire croire à une réelle prise en compte des animaux dans leur projet politique. Ce livret participe à servir l'agenda raciste du RN en s'attaquant seulement à l'abattage rituel et non aux conditions d'abattage des animaux dans leur ensemble. Sur le même sujet Bardella est clair : il considère que « l'abattage rituel est indigne et que c'est une souffrance terrible pour les animaux » et veut que « la viande qui sera abattue sur le territoire français sera abattue avec un étourdissement préalable au nom de la dignité animale et de la souffrance animale ».

Quand on regarde de plus près ce que font les élu-es sur RN sur le sujet, c'est une autre affaire. Alors même que le RN écrit dans son livret « créer un statut de lanceurs d'alerte an matière de protection des animaux », ses députés votent contre des associations comme L214 en criminalisant leur action. En effet, lors du dernier projet de loi de finances, le RN a largement voté pour un amendement retirant aux associations la possibilité de délivrer des reçus fiscaux pour les dons si elles sont condamnées pour diffamation, intrusion, ou encore diffusion d'images sans consentement.

La gauche ne porte pas de discours construit ou audible sur la cause animale. En quoi est-ce aussi un obstacle pour lutter contre l'extrême-droite ?

M. M. Face au fascisme, il faut articuler à la fois la lutte immédiate contre les idées, apparitions, organisations d'extrême droite, et en même temps proposer un projet de société d'émancipation, par l'abolition du capitalisme et de tous les systèmes de domination.

Les carences identifiées à gauche sur

la question animale mettent ainsi en péril la capacité d'élaborer un projet de société qui viendrait à bout de toutes les formes d'exploitation. Bien que certains partis politiques comme La France insoumise aient développé des orientations programmatiques ambitieuses et interviennent dans certaines luttes animalistes, la majeure partie de la gauche ne voit pas cette lutte comme légitime et nécessaire (quand elle ne s'y oppose pas directement). De manière plus générale, les luttes antispécistes, comme les luttes décoloniales

(notamment palestinienne), constituent des révélateurs idéologiques permettant d'identifier, au sein de la gauche, celles et ceux qui ont intégré que la réalisation de l'émancipation de toutes et tous suppose une conception universelle et indivisible de celle-ci.

F. D. Cela devrait être un sujet de préoccupation majeur pour la gauche, dont les actions ne devraient laisser personne derrière. Dans le contexte politique international que nous vivons, si la gauche n'est pas à la hauteur de certaines luttes (je pense bien sûr aux autres animaux, mais on pourrait aussi évoquer l'antivalidisme, par exemple), il est certain que cela va écarter un électorat pourtant plutôt favorable, mais qui sera dégoûté de ces silences ou de

ces renoncements. L'empilement des déceptions crée du désengagement.

Cela laisse davantage le champ libre aux manipulations de l'extrême droite, qui a besoin d'occuper l'espace pour prospérer, peu importe l'incompétence de ses représentant-es sur le sujet. Il n'y a aucune raison de laisser cet espace à l'extrême droite, qui l'occupera, comme actuellement, de façon superficielle parce qu'elle profite de l'aura populaire du sujet et l'instrumentalisera pour servir son agenda raciste sans jamais toucher au fond du problème.

Pourquoi est-ce important de lier la lutte contre le spécisme et la lutte contre l'extrême droite ? Avec les luttes féministes, antiracistes, décoloniales, etc ?

F. D. L'une des plus grandes supercheries dans la défense du spécisme consiste à faire croire que défendre les animaux revient à rabaisser les humains. Or, tout montre l'inverse. L'adhésion aux préjugés spécistes est corrélée à l'adhésion à des préjugés racistes, masculinistes, etc., touchant les groupes humains infériorisés, et l'animalisation est un processus qui vise non seulement les animaux, mais aussi les groupes humains qu'on cherche à dominer, asservir, massacrer. Le fait que les autres animaux ne puissent s'organiser constitue un facteur aggravant : si un être est déconsidéré, exploité, créé pour être tué, pourquoi son incapacité à parler ou à manifester serait une raison valable d'oublier ses intérêts ? On a évacué les abattoirs des centres villes, on sélectionne génétiquement les individus les plus dociles, on les brise psychologiquement, on les attache et on les frappe au moindre débordement. Malgré tout, ils résistent : ils se débattent, tentent de fuir. Cette révolte est cachée, pas inexistante. Voilà pourquoi il faut lier la lutte contre le spécisme aux autres luttes d'émancipation : pour faire front ensemble en ne laissant personne derrière, quelles que soient ses capacités et ses conditions d'existence.

Comprendre les luttes dans leurs racines permet de poser cette question fondamentale : comment espérer mettre à mort le suprémacisme tout en continuant à le perpétuer ?



Une partie du mouvement animaliste, notamment le Parti animaliste (PA), revendique une démarche transpartisane. En quoi cette stratégie est-elle une impasse pour la cause animale ?

M. M. La démarche transpartisane est à mon sens une dépolitisation totale de la lutte animaliste. Les mêmes questions se posent sur d'autres sujets comme l'écologie. Posons le problème dans l'autre sens : si la lutte animaliste était transpartisane, cela voudrait dire qu'elle est compatible avec toutes les formations politiques. Dire cela c'est restreindre la lutte pour les animaux à ce qui pourrait mettre tout le monde d'accord, c'est à dire principalement ce qui est en lien avec les animaux domestiques. Chercher, comme le font certains lobbys ou partis politiques, à convaincre tous les partis (y compris ceux d'extrême droite) à élaborer des mesures en faveur des animaux est chronophage, quasi inutile et surtout ne permet pas de s'attaquer à l'ordre spéciste. La lutte antispéciste est un rapport de force pour la fin de l'exploitation et de la domination, et non pas une négociation réformiste à la marge avec des formations politiques qui ont dans leur colonne vertébrale idéologique le maintien de l'ordre social et capitaliste.

F. D. Droite et gauche échouent à prendre en compte les animaux en politique, mais il n'existe aucune équivalence entre les deux mouvements. La gauche (hors PCF, exception confirmant la règle) agit davantage en faveur des animaux. Droite et extrême droite attaquent régulièrement les animaux et les personnes qui les défendent. Ce n'est ni un hasard, ni une stratégie active d'une partie des antispécistes qui tenteraient, comme on essaye de

le faire croire, de pousser artificiellement la question animale à gauche : les rapports de pouvoir ne sont tout simplement pas considérés de la même manière par les différents mouvements politiques. En France, les seuls partis dotés de groupes dédiés aux animaux sont à gauche (Les Écologistes, LFI, NPA-l'Anticapitaliste) et le seul parti explicitement antispéciste est de gauche (REV).

Le PA, en tentant un positionnement « attrape-tout » et en affirmant que « la cause animale transcende le clivage gauche/droite » a compliqué la compréhension de ces rapports de force politiques et des raisons qui les sous-tendent. Tout le monde déclare « aimer les animaux », mais sans avoir la même définition d'« aimer ». Et quand on parle d'individus exploités, l'amour

n'est pas vraiment la question.

Ce positionnement a découragé nombre de militantes qui ont fini par abandonner leur engagement envers le PA à la faveur de certains choix. Notamment celui se félicitant du soutien de Brigitte Bardot, connue pour ses propos misogynes et homophobes, multi-condamnée pour incitation à la haine raciale, soutien de Le Pen, Poutine, Zemmour (avant

de se rétracter face à sa défense de la chasse) et qui célébrait — dans un élan aussi raciste que spéciste — la pureté des « races » animales, en l'opposant au « métissage » et au « brassage des gènes » chez les humains. Notons chez Bardot une adhésion forte au spécisme, elle qui n'a jamais caché ni sa consommation de poissons, ni son antivéganisme.

Ces compromissions ont atteint leur point culminant lors des législatives de 2024 lorsque, dans une situation de danger historique d'arrivée du RN au pouvoir, le PA s'est abstenu de toute consigne de résistance.

Je crains qu'un certain nombre d'entités animalistes n'aient pas

conscience qu'elles ont tout à perdre à voir émerger des politiques d'extrême droite qui attaquent les libertés de manifester, la liberté de la presse, les financements publics aux associations, augmentent la précarité... et qui nuisent structurellement au bénévolat et au militantisme.

Enfin, il paraît illusoire d'obtenir une remise en question profonde de notre rapport aux autres animaux si on ne comprend pas, et si on ne dénonce jamais, les rapports de pouvoir qui structurent à la fois le spécisme et les autres systèmes de domination.

Quels conseils donnerais-tu pour mieux lutter contre l'influence de l'extrême droite dans les luttes pour les animaux et aux groupes qui se réclament de la cause animale ?

F. D. Il faut dévoiler les actions politiques de l'extrême droite en défaveur des animaux et des personnes qui les défendent, et rappeler qu'il s'agit d'orientations structurelles. Face aux données chiffrées, concrètes, les éléments de langage de l'extrême droite ne font pas le poids.

Il est utile d'expliquer correctement le spécisme : une fois qu'on a compris que provoquer la reproduction de chats n'est pas un acte d'amour, il est plus facile de percevoir l'imposture dans la communication de Le Pen. De même avec l'abattage sans étourdissement dont je parlais plus haut, entre autres.

Un enjeu important : savoir reconnaître les signaux utilisés par l'extrême droite, ses codes, ses tentatives de dédramatisation. L'un des piliers stratégiques de l'extrême droite est d'avancer masquée, de ne jamais dire son nom : ses partisan-es se diront plutôt « conservateurs » ou « de droite nationale ». Face à cela, la naïveté est un grand danger, l'éducation populaire un bon remède.

Et enfin : ne rien laisser passer. Toute organisation doit prendre ses responsabilités pour ne pas laisser l'extrême droite s'installer en son sein. Il est très probable que celles et ceux qui auront joué la carte de la complaisance ou du silence le regretteront amèrement si l'extrême droite accède au pouvoir. Tout le monde a un rôle à jouer et une responsabilité dans la résistance. □

*** Propos recueillis par la commission cause animale**

Zyed, Bouna, Théo et Adama : nos morts et nos luttes

HAFIZA B. KREJE

La lutte contre les violences policières prend souvent racine non dans le mouvement ouvrier, mais depuis les familles endeuillées par l'État. Si nous insistons aussi positivement sur le rôle des révoltes urbaines, analyser les cadres auto-organisés doit participer à notre orientation alors que nous organisons une campagne contre les violences policières.

Le traitement médiatique de la mort de Zyed et Bouna, et de celle de Nahel près de 20 ans après le souligne : malgré la popularisation de la dénonciation des violences policières, la même invisibilisation demeure. De même que deux jours durant, les médias se refuseront de nommer les jeunes clichois, les titres de la presse qui insistent sur « le tir policier » invisibilisent leur victime. Les « émeutes », les « flambées de violences » dénoncées par les médias dominants redoublent l'effacement de ceux que l'ordre policier a éliminés et ne recouvrent qu'un double effacement : celui des faits qui ont mené à la mort de jeunes racisés, et celui de ces jeunes eux-mêmes.

En conséquence, il est essentiel pour nous de revenir à ces moments qui ont marqué notre conscience politique sans les réduire à ce qu'ils sont devenus dans ce champ politique. Rappeler le nom des victimes, les circonstances de leurs morts, c'est replacer les priorités et la chronologie de « nos luttes », certes, mais d'abord de « nos morts ». Avant les révoltes, le deuil. Et même, plutôt que les révoltes, bien souvent, la demande de recueillement, de paix, de reconnaissance du crime pour laver le nom. L'honneur et la dignité. Si nous répétons que nos pensées vont vers la famille, que nous pouvons tendre à adresser un mot de consolation, cette dimension doit être plus qu'une politesse, et plus qu'une émotion : nous devons en tirer un enseignement.

Comme bien souvent dans l'antiracisme politique, la dignité est l'enjeu fondamental que la lutte vise à arracher. Politiser n'est alors pas désincarner, ni généraliser : c'est l'inverse. Le politique a fait disparaître, et il s'agit de redonner une existence à des morts, une visibilité, dire le scandale. Les visages de Zyed, Bouna, Nahel ne sont pas seulement là pour nous rappeler que ce sont des enfants que l'État élimine mais ils réinscrivent nos luttes dans leur matérialité vécue : si nous avons coutume de renvoyer au collectif, aux structures plutôt qu'aux responsabilités individuelles, les luttes contre les violences policières nous rappellent que les structures ne sont pas abstraites, mais s'incarnent.

DEUIL POLITIQUE : REPENSER L'INTIME DEPUIS LA PROTESTATION CONTRE L'ORDRE RACIAL

L'intrication très forte de la considération des victimes et de la mobilisation des collectifs de familles réclamant la justice donne une dimension spécifique à la lutte contre les violences policières : celle de l'intimité et du rôle de la famille. Si nous avons appris des mouvements féministes l'importance de la politisation de l'intime et du privé, de l'identification des rapports de domination jusque dans des rapports sociaux de genre et de sexe romantisés, l'antiracisme nous guide vers le chemin inverse. Face à un ordre politique qui écrase les individus en les ravalant à une indistinction raciale, la famille apparaît comme le foyer de la

résistance, plutôt que le point de départ d'un ordre économique oppressif.

Si la famille en soi incarne aussi bien l'un que l'autre, et que la « protection » que représente la famille est indéniablement articulée à l'exploitation qu'elle rend possible et reproduit, que l'impossibilité de « protéger les siens » est aussi la fonction de la surexploitation des personnes racialisées et de leur stigmatisation, une analyse abstraite de la famille manquerait son but, de même qu'une analyse qui situerait le politique dans la montée en généralité plutôt que dans l'incarnation subjective.

Parler de « famille pour soi » comme fausse conscience serait également inadéquat, il ne suffit pas de s'appuyer sur une science structurelle pour analyser la dynamique de la conscientisation de classe. Dans le contexte de la racialisation coloniale, la famille est le lieu où l'on dispose d'une identité vivante, incarnée, une personnalité, un héritage qui résiste à l'homogénéisation capitaliste, à l'altérisation et à l'aliénation raciale et économique. Si nous avons les outils à travers notre féminisme et notre antiracisme intersectionnels pour composer avec cette complexité, nous n'incarnons pas depuis un tel site un repère pour l'action politique. De même que nous nous sommes rendus capables de faire de nos espaces des lieux de transformation révolutionnaire



de l'intime par la politisation des VSS et notre répertoire d'actions contestataires du patriarcat par exemple, nous devons traduire dans le mouvement ouvrier ce rôle de la famille pour ne plus rester « en extériorité » de la plupart des dynamiques d'auto-organisation qu'elle permet. C'est une tâche à mener.

VÉRITÉ ET JUSTICE ?

Les choix des familles peuvent constituer des obstacles à la mobilisation. Ainsi, en 2022, après l'assassinat policier de Jean-Paul Benjamin à Aulnay-sous-Bois, le choix de la famille de ne pas politiser sa mort a empêché la construction d'une mobilisation pour le comité d'Auber-villiers, alors qu'il correspondait d'autant plus à notre secteur d'intervention qu'il s'agissait exactement pour la police de protéger la propriété privée d'un employeur — au moyen de l'assassinat d'un homme racialisé, et dès lors, plus vulnérable à l'ordre policier. Nous fûmes démuni-es pour agir et construire la mobilisation face à la volonté de ses proches de réaffirmer sa respectabilité de père de famille. La distinction d'un profil « respectable » et d'un profil délinquant parmi les personnes racialisées clive et discipline les classes populaires en s'appuyant sur des valeurs « traditionnelles » comme le travail et l'effort, par opposition à l'illégalisme. À cela s'ajoute une difficulté : la mobilisation ne se constitue pas par des canaux stables, mais se constitue *ad hoc* à partir des choix individuels de familles plus ou moins proches des réseaux

politiques, plus ou moins politisées. En conséquence, elle se développe généralement à partir de solidarités affinitaires, et d'un tissu local très resserré, par rapport auxquelles une structure politique du type du parti d'avant-garde restera nécessairement toujours à contre-temps.

Réaffirmer la contradiction entre les aspirations des premiers concernés et notre conception politique des objectifs des révolutionnaires nous rappelle ceci : de même que les « opprimé-es » sont des sujets politiques, les familles racialisées en sont également. Elles constituent des sujets révolutionnaires dès lors que nous parvenons à diffuser l'articulation de la lutte pour la dignité et l'exploitation qui fonde leur situa-

« L'intrication de la considération des victimes et de la mobilisation des collectifs de familles réclamant la justice donne une dimension spécifique à la lutte contre les violences policières : celle de l'intimité et du rôle de la famille. Si nous avons appris des mouvements féministes l'importance de la politisation de l'intime et du privé, l'antiracisme nous guide vers le chemin inverse. »

tion. En ce sens, la distinction entre oppression et exploitation est politiquement inopérante, mais comme dans les rapports sociaux de production, la conscience de classe doit être conquise face à l'idéologie dominante. Il n'y a pas de « pureté » à rechercher comme un déjà-là dans notre classe qui devrait nous amener à lui excuser ses manques et ce n'est pas faire offense à la priorité donnée à la dimension intime-concrète des violences policières que de souligner le caractère variable du rôle des familles « premières

concernées » dans la construction de la conscience de classe. Comme souvent, nous sommes embarrassé-es par la dépolitisation de celles et ceux que nous ne considérons pas a priori comme sujets révolutionnaires : à travers une analyse abstraite de la famille qui en pose le caractère oppressif et donc « régressif », non-révolutionnaire, nous avons des

difficultés à considérer comme autre chose qu'une « contradiction » la pluralité des voix qui portent les luttes — car nous ne parvenons pas à les ramener à notre modèle suranné, sauf par exemple par l'assimilation, comme avec la transformation des sœurs de victimes comme Assa Traoré ou Amal Bentounsi en « porte-paroles ».

Dépasser cette difficulté c'est appréhender de manière plus élaborée et moins abstraite le devenir révolutionnaire et complexifier notre compréhension de la politisation. Lorsque la famille refuse et s'oppose à la politisation d'un meurtre policier, c'est le résultat d'une insuffisante conscience de classe des personnes racisées, dont la recherche de respectabilité est l'équivalent idéologique de la méritocratie qui promeut des solutions individuelles plutôt que collectives. Si l'on va plus loin, c'est également le cas lorsqu'une famille demande justice et se mobilise. Elle est dans les deux cas à deux étapes différentes du dépassement de la contradiction qui lie illégalisme et justice d'État, mais cette contradiction est vectrice de politisation¹. Les violences policières visant les jeunes des quartiers populaires ne sont pas des « bavures », mais le produit d'une mise en illégalité permanente — imposée ou réelle — qui permet à la police d'exercer sa fonction de contrôle social et racial. Ces jeunes sont ainsi placés d'emblée hors du cadre légitime-légal, en dehors d'un ordre qu'ils ne sont censés qu'endurer. Or, cet ordre policier trouve son prolongement dans l'ordre judiciaire : les tribunaux, loin d'être un contre-pouvoir, en sont l'un des piliers. Dès lors, toute démarche pour obtenir réparation commence dans une impasse structurelle : réclamer « vérité et justice », c'est s'adresser aux gardiens du même ordre qui tue et qui couvre ses propres crimes.

CONSTRUIRE LES MOBILISATIONS : AVEC ET AU-DELÀ DES FAMILLES, UNITAIRES ET RÉVOLUTIONNAIRES !

Les difficultés spécifiques de construction de mobilisations autour de l'ordre policier et des violences policières ne concernent cependant pas seulement l'extériorité supposée d'une organisation révolutionnaire blanche aux « quartiers ». S'appuyer sur les familles en deuil pour se mobiliser ne constitue qu'un point de départ

— ineffaçable par une montée en généralité, mais à articuler à des objectifs plus larges que la dignité de chacun-e. De fait, la centralité des familles dans le cas des violences policières fait également reposer sur les proches des victimes la charge de continuer la lutte politique — or cela constitue dès lors une nouvelle violence, que personne ne veut exercer sur elles, sauf les opportunistes, sans pour autant leur ravir leur centralité, ce qui bien souvent paralyse les mobilisations. Pour les vingt ans de la mort de Zyed et Bouna, nous n'avons vu que peu de mobilisations d'ampleur malgré de nombreuses interventions lors de tables rondes sur le sujet : et pour cause, seule la famille de Bouna poursuit l'organisation d'événements, de manière assez lointaine, qui sont plutôt de l'ordre de l'hommage.

C'est pourquoi la recherche d'une coordination ou d'un dépassement de luttes « isolées » est assez consensuelle malgré les difficultés à les établir. Le caractère épisodique des mobilisations, limité à des actualités, dans des temps resserrés, et les difficultés pour les élargir accroît la pression sur les militant-es et les collectifs de famille qui doivent rapidement acquérir légitimité et visibilité, ce qui tend à aviver des tensions et diviser les militantes. Nous devons prendre notre place dans ce travail, en usant de notre extériorité partielle pour tenter de lier dans leur diversité nos partenaires politiques. Ainsi la question d'un « bilan » des 20 ans a été posée dans de nombreux espaces : prochainement, à l'université d'automne de l'Assemblée des Quartiers ou lors de la Semaine décoloniale d'Ivry. En revendiquant à travers 2005-2025 la naissance de l'antiracisme politique et son bilan en même temps que l'hommage à Zyed et Bouna, PDH (Paroles d'honneur, média issu du PIR) et les proches d'Amal Bentounsi se sont réunis pour la campagne *Faire bloc, faire peuple* dans laquelle ils insistent sur la nécessité de se réapproprier la nation afin de faire l'union des classes populaires blanches et racialisées par opposition à l'ordre capitaliste-racial. Partenaire de cette démarche dont *Faire bloc - faire peuple* apparaît



Marche pour Zied et Bouna à Clichy-sous-Bois, 27 octobre 2006 © Photothèque Rouge / Babar.

comme le versant « auto-organisé de l'antiracisme politique », la construction par LFI d'un discours sur la « nouvelle France » reprend le signifiant national et ne masque que peu son soutien à des politiques coloniales en Kanaky, ou néocoloniales à travers la défense de la « francophonie ». Outre le caractère délétère d'un militantisme construit sur la recherche agressive de la formation d'une hégémonie, cette tactique nous semble profondément erronée car elle met de côté le caractère matériel du racisme en supposant qu'une vision homogène de ce que devrait être l'unité de notre classe pourrait se réaliser par un signifiant abstrait comme la nation.

De notre côté, nous avons également choisi d'organiser une campagne de lutte contre les violences policières. Ancrée dans notre tradition, nous visons une mobilisation unitaire, par l'organisation d'événements qui sont le lieu de dialogues entre les militantEs des quartiers populaires dont nous insistons sur l'importance des expériences et des acquis et auxquelles nous souhaitons nous associer, voire nous mettre à leur service car ils sont les premier-es concerné-es par l'ordre racial. Nous ne nions pas le point de départ de la lutte : la défaite face à la conséquence la plus crue de l'ordre racial : l'exécution arbitraire légitime. Pour autant, nous visons la reconnaissance et la sortie de l'aliénation, mais

nous en posons également les bases car elle ne peut se produire par l'aliénation bourgeoise aux institutions et aux formes étatiques de reconnaissance de l'égalité : nous luttons pour l'abolition de la police et de l'ordre bourgeois, et pour un antiracisme qui ne soit pas subordonné à la France mais arrimé à une coopération matérielle non-racialisée.

Dans une perspective matérialiste, nous insistons sur la place de la police dans un cadre colonial et capitaliste : pour nous, la police constituant le bras armé de l'État, et celui-ci ayant pour objectif de maintenir des rapports de propriété, le racisme de la police s'abat spécifiquement dans le contexte de la fascisation sur les jeunes des quartiers populaires afin de renforcer la justification du tournant sécuritaire de l'État et de constituer un sous-groupe à la fois précarisé et sur-exploité et désolidarisé des classes populaires. Ce contexte de fascisation est inséparable non seulement d'une histoire mais de la poursuite de politiques impérialistes, et dès lors également coloniales, qui s'exercent avec brutalité sur l'ensemble des territoires encore gérés comme des colonies par l'État français et dont les logiques sont transférées dans les « territoires perdus de la République ». □

1) Sur ce sujet, voir Sulalat, S'organiser sur le terrain judiciaire contre la répression. Revue l'Anticapitaliste n°166/167, avril-mai 2025.

À Alençon, organiser la résistance à l'extrême droite



HAFIZA B. KREJE ET JOHNNY ALENÇON

La droite extrême de gouvernement et l'extrême droite convergeaient à Alençon en octobre. En l'espace d'une semaine, les opérations de maintien de l'ordre racistes du gouvernement Retailleau rejoignaient la première campagne municipale de l'extrême droite dans la ville d'Alençon. La fascisation n'est pas une hyperbole, elle n'est pas même un diagnostic lointain que l'on constaterait dans les médias : les opérations policières «d'envergure» n'ont pas lieu qu'en banlieue : dans une ville de 26 000 habitants, assez périphérique, les récents faits divers autour de voitures brûlées en ont fait une cible pour la déstabilisation droitière.

UNE OPÉRATION ANTI-DROGUE POUR JUSTIFIER LE RACISME DE LA POLICE

Le lundi 13 octobre, c'est une soixantaine de CRS venus de toute la région pour une opération anti-drogue spectaculaire qui débarquaient au quartier de Perseigne : derrière des saisies minimales et les portes défoncées, la volonté de réaffirmer les capacités de déploiement de la police, et de discipliner des corps et des populations racialisés en imposant une surprésence policière. L'opération, globalement inefficace, ne s'est soldée que par une arrestation. Le samedi 16 octobre, Oscar Villoquet, jeune recrue du RN passée par Reconquête, candidat du parti d'extrême-droite aux municipales, tenait un meeting avec Matthieu Valet, ancien porte parole du syndicat des commissaires de police et député européen du RN.

NOTRE BOUSSOLE : L'ANTIRACISME

Le comité du NPA d'Alençon ne s'est pas laissé abattre : l'antiracisme et l'antifascisme sont nos boussoles dans la période, ils sont aussi nos réflexes de mobilisation. Face à cet agenda, nous avons opposé réunion publique et contre-rassemblement face à l'extrême-droite.

Grâce à la mise en place d'une réunion publique sur la lutte contre les racismes, il a été possible de concurrencer la visibilité du RN dans la presse locale. Sur place, en annonçant l'événement, de construire la confiance et de rendre visible notre inclusion réelle des musulman-es à travers l'islamité visible de notre camarade Hafiza et sa place dans la réunion publique, et d'autre part auprès de nos partenaires politiques et de notre milieu proche de préciser notre ligne politique.

Concrètement, nous avons pu faire exister dans notre ville un discours complètement différent de celui de l'expérimentation sécuritaire, et le rendre visible : tant que nous manifestons notre opposition, même si la période nous reste défavorable, nous rendons possible la résistance. Mutualiser notre indignation, partager nos expériences : construire une conscience homogène entre nous des problèmes comme des solutions à apporter, pour nous mobiliser comme un camp social uni. En insistant sur la cohérence d'une analyse marxiste de l'islamophobie et de la fascisation, en mettant en relief l'intérêt des personnes blanches au racisme,

nous avons pu à la fois affronter et donner du sens aux expériences quotidiennes de racisme et redonner du sens avec des perspectives de dépassement de la situation, de construction de cadres de lutte contre le racisme et sa banalisation — de l'islamophobie à l'antitsiganisme dans les écoles. Dans le même temps, nous avons organisé un contre-rassemblement devant la réunion publique du RN : en rassemblant plus de quatre-vingts personnes, nous avons pu représenter une opposition suffisamment crédible pour participer à déstabiliser Matthieu Valet, dont les piques masquaient mal la surprise de se trouver confronté à une opposition : de fait, notre exposition a été forte, les critiques de notre rassemblement vives.

RÉSISTER ET SE RÉVOLTER AU QUOTIDIEN

Ces petits succès soulignent que l'on peut toujours résister, si nous choisissons de faire de notre orientation politique et de notre analyse de la situation notre aiguillon dans l'action. La campagne de lutte contre les violences policières, qui intègre une analyse critique de la police, s'articule tout à fait à notre contexte local. Face à une urgence qui est la marque d'un rapport de force très dégradé, il nous faut opposer la patience de la construction mais aussi doubler de volonté pour vaincre l'apathie, la résignation et la complaisance à l'ordre racial et sécuritaire. □